

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 42

MONTREAL, LE LUNDI 20 FÉVRIER 1995

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

«La marche vers le rêve» de M. Bourque

Cent jours de pouvoir à l'hôtel de ville de Montréal avec des problèmes très terre-à-terre entre les mains, n'ont rien changé au discours éthéré de Pierre Bourque. Même pressé par ses militants, l'homme qui promet plus vite que son ombre continue de naviguer sur les sentiments.

Pourtant, le message des membres de Vision Montréal a été on ne peut plus clair samedi dernier alors que le parti tenait son tout premier conseil général. En créant un comité de suivi du programme, la jeune formation a mis en demeure M. Bourque de respecter ses engagements électoraux.

Mais aussitôt adopté, aussitôt ignoré. M. Bourque, qui n'a livré qu'une partie de la marchandise attendue dans son premier budget, détourne déjà le mandat de ce comité de vigilance qu'il a défini en conférence de presse davantage comme une courroie de transmission d'information aux membres, qu'un chien de garde de son administration.

«On ne pourra pas se blinder contre la vie», a lancé M. Bourque, lui qui exécute les structures. Celles qui l'épient, encore plus!



Kathleen Lévesque

Le chef de Vision Montréal, qui semble y voir un contrôle superflu, devrait plutôt se réjouir de cette réaction saine de la part de ses partisans. N'est-ce pas la preuve du dynamisme d'une formation qui refuse de servir de véhicule politique seulement tous les quatre ans?

Au Rassemblement des citoyens de Montréal, il aura fallu une crise majeure deux ans après l'accession au pouvoir en 1986 (le départ de quatre élus, dont Pierre Goyer et Pierre-Yves Melançon aujourd'hui aux côtés de Pierre Bourque), pour que le parti s'assure que les promesses ne s'éventent pas.

Malgré cela, rien n'étonne vraiment dans la réaction du chef de Vision Montréal. C'est symptomatique du fossé qui existe entre M. Bourque et les dirigeants de son parti, en particulier le directeur de Vision Montréal et principal organisateur de la campagne, Jean-Guy Gagnon. Donner une raclette à Jean Doré constituait, après tout, le plus petit dénominateur commun qui unissait les deux hommes.

L'objectif atteint, les différences de discours de l'un et de l'autre sont mises en lumière. M. Gagnon avec son franc parler, formule toujours crûment ses idées politiques. Samedi, en plein débat, il s'est avancé au micro pour secouer ses collègues coincés momentanément dans les procédures: «On est constipés!».

Si M. Gagnon se situe souvent au ras des pâquerettes, son chef, par comparaison, plane littéralement. Les inévitables pirouettes fiscales pour boucler le budget n'ont pas égratigné l'énigmatique personnalité du nouveau maire demeuré à mi-chemin entre le politicien et le prédicateur.

Deux affirmations en conseil général, l'une de Jean-Guy Gagnon et l'autre de M. Bourque forcent ce constat. Le «Vision Montréal, c'est pas un dépanneur» de M. Gagnon se heurte au «Vision Montréal, c'est une marche vers le rêve» de M. Bourque.

Mais, la cohésion des esprits ne semble pas être la grande préoccupation de Vision Montréal. La composition du comité exécutif en est une illustration. L'organisation politique de l'équipe n'est pas circulaire, elle est pyramidale et Pierre Bourque se trouve au sommet.

Et cela convient parfaitement à M. Bourque qui déploie tout un nouveau langage politique depuis son entrée sur la scène municipale. La raison a fait place aux émotions. Son vocabulaire, qui emprunte davantage aux séances de thérapie collective qu'aux palabres traditionnels des politiciens, agit vraisemblablement sur les militants qui écoutaient religieusement le discours de clôture de leur chef samedi.

«La foi des Montréalais est toujours là, peu importe les échos que l'on peut colporter. Cette confiance, je la sens, je la touche», a déclaré Pierre Bourque.

Ce dernier n'a pas parlé des trois mois qui viennent de s'écouler non plus que de ses projets à venir. Il a souligné «la force intérieure qui habite Montréal», la «fidélité», la «passion», la «générosité» et la «sensibilité» des citoyens qu'il veut faire «cheminer» et «grandir» grâce à leur «vécu extraordinaire». Avec une voix feutrée, M. Bourque a parlé d'espoir malgré les «plaies», les «perturbations», les «dramas» et les «blessures» de Montréal.

En filigrane, dans cet évangile selon Bourque, le chef demandait à ses militants de patienter, de se réjouir que rien ne soit précipité, de croire en somme.

Avec une telle approche, l'insaisissable M. Bourque a suscité depuis son élection autant d'enthousiasme que de doute. Rien d'étonnant donc que le premier magistrat montréalais n'ait pas eu droit à la traditionnelle lune de miel avec la presse pour ses 100 premiers jours de pouvoir.

M. Bourque avait placé la barre si haute avec son «contrat moral» que les journalistes l'ont talonné, l'obligeant à préciser sinon sa pensée, du moins ses intentions. Résultat? La transparence n'est pas son credo, sa vision organique de l'administration publique prenant le dessus sur tout.

L'ENTREVUE

Jacques Henripin, le démographe moraliste

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

Les Algonquins devant la Commission de l'Abitibi

PAGE A 3

CULTURE

Pauvre, pauvre Bohème!

PAGE B 8



PHOTO ARCHIVES

Bouchard veut une question gagnante

STÉPHANE BAILLARGEON LE DEVOIR

Lucien Bouchard a profité de sa rentrée sur la scène politique pour évoquer la possibilité de revoir la stratégie souverainiste, notamment en reformulant la question qui sera posée au prochain référendum.

«Je ne peux pas considérer l'hypothèse ou délibérément on accepterait d'exposer le Québec à un NON sur la souveraineté, sachant ce qui arriverait ensuite», a affirmé hier le chef du Bloc québécois. «Il faut poser une question dont la réponse sera constructive, claire et significative pour l'avenir du Québec.»

Le chef bloquiste accordait hier soir une première entrevue depuis la terrible maladie, causée par une bactérie «mangeuse de

chair», qui a failli lui coûter la vie, il y a deux mois et demi, et qui l'a laissé handicapé. L'entretien de 28 minutes a été accordé à l'animateur Jean-François Lépine et diffusé dans le cadre de l'émission *Le Point* de la télévision de la SRC.

La première partie de l'entrevue a été consacrée à la santé de M. Bouchard, qui paraissait en forme mais amaigri. «Ça va très bien, a-t-il dit d'entrée de jeu. J'ai perdu une jambe. J'ai encore de la peine à en parler parce que ça bouscule une vie. Mais je vais très bien. (...) Je me sens d'attaque.»

La seconde partie portait sur le combat politique que M. Bouchard va reprendre à Ottawa, au parlement, dès mercredi prochain.

«Pour moi l'essentiel, c'est le référendum, a dit M. Bouchard. Et il y a des cri-

tères, il faut que la réponse permette de sortir du marasme actuel, du *statu quo*, qu'elle soit positive», a dit M. Bouchard quand le journaliste lui a demandé quel genre de question il souhaitait voir poser au prochain référendum. Autrement dit, je souhaite que l'on conjure nos deux démons actuels: l'indécision et la division.»

Il a ensuite ajouté qu'au terme des commissions régionales sur l'avenir du Québec «M. Parizeau prendrait une décision sur la question», mais qu'il fallait «que la réponse soit claire et significative.»

Pour ce qui est de la date du référendum, il a répliqué que cette fois «la question ne se posait pas». «On ne reporte pas quelque chose qui n'a jamais été fixé a-t-il dit. Per-

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD

Le moitié des langues de la planète sont menacées de disparition

ASSOCIATED PRESS

Atlanta — Les quelque 6000 langues pratiquées à travers le monde disparaissent à un rythme rapide. Le siècle qui vient verra probablement la mort définitive d'une moitié d'entre elles, si l'on en croit les conclusions de linguistes réunis samedi à Atlanta par l'Association américaine pour la promotion de la science.

«Le taux d'appauvrissement de la diversité linguistique de l'humanité relève de la catastrophe», a résumé un spécialiste des langues à l'Université de l'Alaska, Michael Krauss.

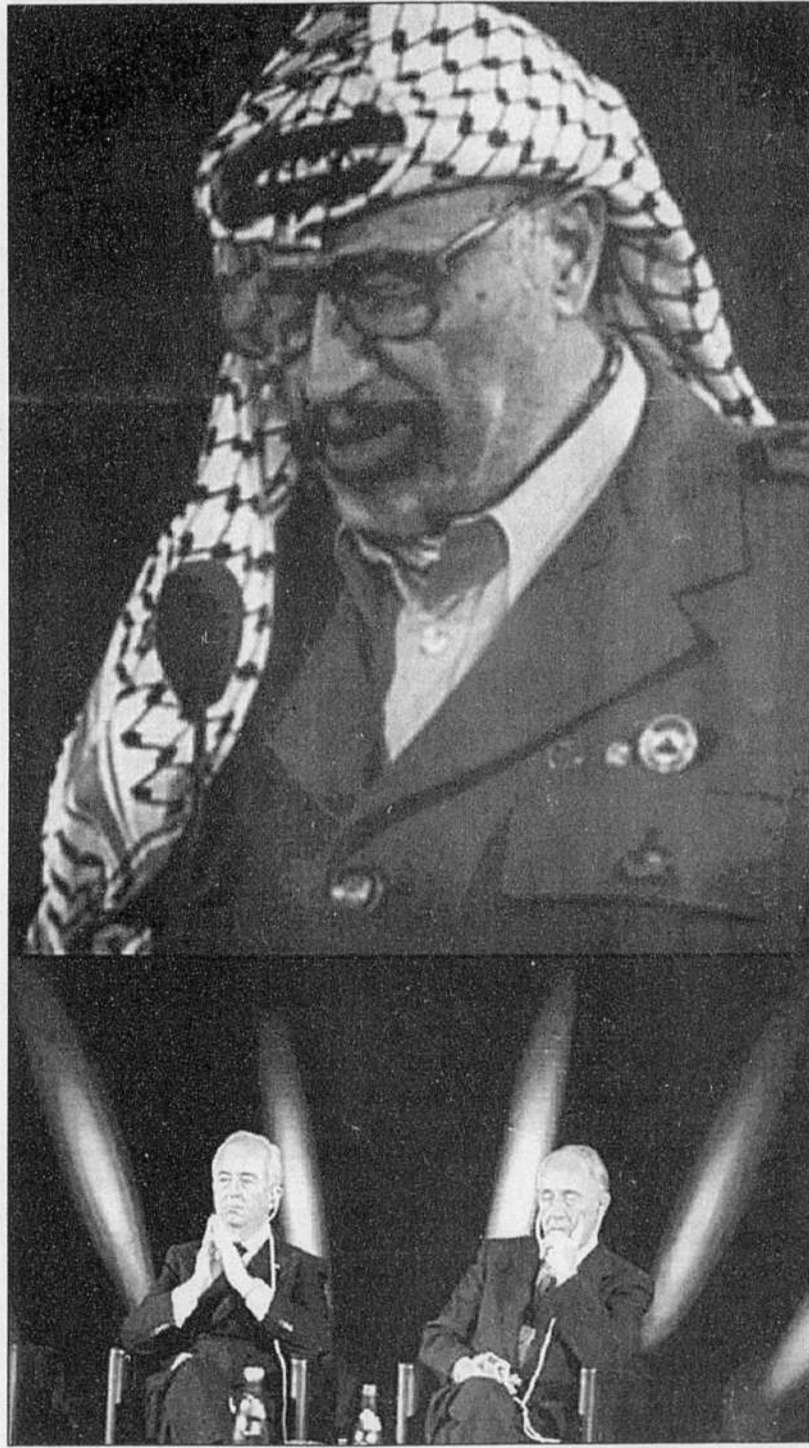
Si certaines langues sont tombées dans les oubliettes de l'histoire par décision politique, beaucoup d'autres semblent devoir subir la loi d'un même «fléau»: l'électronique. La télévision par satellite, le téléphone cellulaire et le réseau informatique Internet permettent de communiquer en temps réel d'un bout à l'autre de la planète mais tendent aussi à imposer l'anglais comme langue universelle.

Tous les défenseurs des langues en voie de disparition ne condamnent pas cet état de fait. Une langue commune facilite assurément la communication entre hommes. Les scientifiques du monde entier, de la France à Taïwan, ont ainsi adopté la langue de Shakespeare pour dialoguer.

Les linguistes présents samedi à Atlanta ont néanmoins lancé un ap-

VOIR PAGE A 8: LANGUES

Une paix impossible?



Rien ne va plus entre l'OLP et Israël

Le processus de paix sera réévalué en entier

Le Caire (d'après AFP et Reuter) — Les Palestiniens ont menacé hier de remettre en cause le processus de paix et averti que cela pourrait avoir des conséquences très graves pour la sécurité d'Israël, des États-Unis et de l'Europe.

«Le Comité exécutif de l'OLP va se réunir au Caire juste après le Ramadan», début mars, et «reconsidérer tout ce qui s'est passé depuis la conférence de Madrid (octobre 1991) jusqu'à aujourd'hui. Il s'agira d'une réunion décisive», a déclaré à l'AFP le secrétaire du CEOLP Jamal al-Sourani, qui réside au Caire.

Selon ce membre indépendant du CEOLP, proche de Yasser Arafat, «cette réunion va décider d'un nouveau programme pour aboutir à une paix basée sur un retrait total des territoires occupés, le démantèlement des colonies (juives), le retour des réfugiés et l'établissement d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale.»

La dernière rencontre, dans la nuit de samedi à dimanche à Paris, entre M. Arafat et le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres s'est soldée une nouvelle fois par un échec.

Israël refuse de redéployer son armée en Cisjordanie, comme il aurait dû le faire depuis juillet 1994, afin de permettre la tenue des élections au Conseil d'autonomie, et met en avant la sécurité de ses colons et la multiplication des attentats. Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin vient de proposer une autonomie limitée dans la ville

VOIR PAGE A 8: PAIX

PHOTO AP

Le premier ministre français, Édouard Balladur, et le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres (en bas sur la photo), écoutent l'intervention de Yasser Arafat au moment où l'image du leader palestinien apparaît sur un écran géant au siège de l'UNESCO à Paris. Un symposium y avait été organisé cette fin de semaine sur le processus de paix au Proche-Orient.

Le nouveau tsar de Moscou s'appelle Youri Loujkov

PAULE ROBITAILLE



PHOTO HEIDI HOLLINGER

Youri Loujkov, maître incontesté de la capitale russe.

Moscou — Imaginez vous régner sur la capitale d'un des plus puissants pays du monde, avoir un droit sur tous ses terrains et ses immeubles, posséder votre propre police, ne pas devoir rendre publics les revenus et dépenses de votre empire et être adulé par une bonne partie de vos citoyens.

Ce rêve-là, le maire de Moscou, Youri Loujkov l'a réalisé et un peu plus encore. Il est parmi les hommes les plus puissants de Russie, sans doute parmi les plus riches.

Et pendant que le président Eltsine se noie dans les déboires tchéchènes, plusieurs murmurent que son successeur pourrait bien être M. Loujkov. Déjà, ce fils de menuisier que ses détracteurs surnomment «le parrain des parrains» tant la corruption envahit son administration, aurait

l'appui de banquiers puissants.

Mais toutefois, avant de faire le grand saut, l'apparatchik de 58 ans aux instincts mégalomanes est en train de satisfaire un rêve obsessif: passer Moscou au «lifting», transformer la capitale usée en l'une des villes les plus rutilantes d'Europe. «Le maire Loujkov pourrait donner des leçons à Jean Drapeau», lance un habitué de Moscou, l'homme d'affaires québécois, René Lépine.

Les projets de rénovations, souvent en coopération avec des firmes étrangères, envahissent le centre-ville de Moscou. Les ouvriers de la voirie travaillent à toute heure du jour pour remplir les nombreux trous dans les rues.

Récemment, le maire de Moscou, capitale d'un pays en faillite, lançait le projet ambitieux de rénover toutes les toilettes pu-

VOIR PAGE A 8: TSAR

INDEX

MÉTÉO

- AgendaB6
- Avis publicsB4
- ClasséesB5
- CultureB8
- ÉconomieB2
- ÉditorialA6
- Le mondeA5
- Mots croisésB5
- Les sportsB5



Montréal
Ensoleillé.
Ennuagement en soirée. Max: 0



Québec
Ensoleillé. Ciel variable en mi-journée. Max: -3

Détails en B4

• LES ACTUALITÉS •

Cri d'alarme contre le crime organisé

La mafia menacerait l'économie mondiale

Le danger vient surtout du crime organisé russe, selon des magistrats italiens et des policiers américains

AGENCE FRANCE-PRESSE

Catane — Des magistrats italiens et des policiers américains ont lancé ce week-end en Sicile un cri d'alarme sur les ramifications de la mafia en Europe, qui font courir, ont-ils dit, un risque à l'économie mondiale.

Le chiffre d'affaires du marché de la drogue en Russie est estimé à 100 milliards \$

(L'Aiguillon), journal de jeunes italiens mobilisés contre la mafia.

Avec la fin de la bipolarisation entre l'Est et l'Ouest après la chute du mur de Berlin en 1989, les mafias du monde entier se sont réorganisées et adaptées à la nouvelle situation pour l'exploiter au maximum, a expliqué le magistrat antimafia Pier Luigi Vigna.

Il a émis l'hypothèse qu'un commandement unique des organisations criminelles mondiales soit en train de se constituer, basée sur les déclarations d'un repentini de la mafia sicilienne Leonardo Messina, à la suite d'une réunion en Hongrie en 1992 des chefs des principales mafias existantes.

M. Vigna a estimé que le danger principal provenait maintenant de la mafia russe (5400 organisations) et de son implantation aux États-Unis et dans les autres pays.

Le chiffre d'affaires du marché de la

drogue en Russie est estimé à 100 milliards de dollars et la mafia russe contrôlerait 35 % des banques commerciales, 40 % de l'industrie publique, 35 % des entreprises privées et 80 % des joint-ventures avec l'occident, a-t-il dit.

«La mafia russe est déjà bien structurée aux États-Unis et son principal secteur d'activité est la finance avec le recyclage de l'argent sale», a ajouté M. Vigna.

Un éventail de possibilités

Gherardo Colombo, un des magistrats du pool «Mains propres» de Milan qui enquête depuis trois ans sur la corruption politico-financière, a illustré «l'extraordinaire difficulté à enquêter sur le recyclage de l'argent sale, à commencer par l'identification des capitaux d'origine illicite dans les banques».

Des sociétés spécialement conçues pour répondre à ce «besoin» de recyclage ont été constituées qui offrent à leurs «clients» particuliers des facturations de complaisance pour des services inexistantes ou proposent un éventail de possibilités pour le transfert de capitaux dans différents pays.

Il a déploré la difficulté à obtenir une véritable coopération des banques et des autres États européens «qui ne répondent aux demandes rogatoires qu'avec de longs délais, parfois de plusieurs années, rendant l'information totalement inutile quand elle arrive».

L'Américain Ronald Goldstock, directeur de la plus grande agence privée d'enquêtes «Kroll Associates» et ex-responsable de la police criminelle de New-York, a estimé nécessaire que tous les États développent une législation sur la confiscation des biens ayant une origine illicite, et

que les forces de police soient aidées d'expert-comptables et financiers.

Le trafic de matériels nucléaires

À ce propos l'Américaine Lucrezia Rotolo a présenté les derniers développements de la lutte américaine contre le recyclage par la mise en place depuis 1990 d'un réseau informatique de lutte contre les crimes financiers (FinCen — Financial Crimes Enforcement Network) dépendant du département du Trésor.

Le risque majeur est le trafic de matériels nucléaires qui requiert la collaboration des services de sécurité de plusieurs pays, a ajouté Joseph Genovese, du FBI. Le vol de ces matériels, qui ne sont pas toujours très dangereux mais peuvent le devenir selon les mains entre lesquelles ils tombent, est très facile en Russie, a-t-il déploré.

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •



Toronto French School

Nous recherchons

Un Directeur / une Directrice
pour notre **Campus de Mississauga**
1293 Meredith Avenue

Le campus de Mississauga de la Toronto French School est une école de la maternelle au grade 7/8 (6e), qui entreprend un programme de croissance et d'expansion. Nous recherchons pour septembre 1995 un Directeur qui inspirera l'école, qui maintiendra son mérite académique, et qui pourra développer son excellente réputation.

La TFS est un établissement bilingue, indépendant, laïque et mixte, avec une perspective internationale. L'école, qui a un campus à Toronto et un à Mississauga, accueille des enfants de tous les horizons, et leur offre un programme d'études rigoureux et stimulant de la maternelle jusqu'à l'entrée à l'université. La TFS est accréditée jusqu'au Brevet des Collèges par le ministère de l'Éducation nationale de France, et par l'Organisation du Baccalauréat International pour les deux dernières années du secondaire.

Les candidats auront une expérience pertinente, une facilité de communication, aussi bien en anglais qu'en français, de bonnes capacités d'analyse et de négociation, ainsi qu'une bonne connaissance du système éducatif français. Une expérience en marketing et en promotion dans le contexte scolaire sera très précieuse.

Veuillez faire parvenir votre demande avant le 3 mars 1995 à:
M. J.-P. Ginestier, Directeur des Études, Toronto French School,
296 Lawrence Avenue East, Toronto, ON M4N 1T7, Canada



Toronto French School

Le poste suivant (basé sur 12 mois) sera disponible à partir de septembre 1995:

Directeur (Directrice) des Études primaires
(Maternelle au CM2)

Le Directeur (la Directrice) des Études primaires est responsable de la qualité de l'enseignement qui est dispensé à ce niveau, en collaboration avec le Directeur Général, le Directeur des Études secondaires, et les Directeurs des annexes (à Mississauga et à Toronto).

Les principales responsabilités sont: l'encadrement pédagogique, y compris l'application des instructions officielles des ministères français et ontarien, la formation continue des enseignants, l'organisation de stages pédagogiques; la recherche pédagogique sur les programmes, les méthodes, les manuels; la liaison avec l'administration et les autres départements ou annexes de l'école.

Le Directeur (la Directrice) des Études primaires sera capable de travailler dans un environnement bilingue (français-anglais).

Le poste suivant (basé sur 12 mois) sera disponible à partir de septembre 1995:

Directeur (Directrice) des Études secondaires
(6e - Terminale)

Le Directeur (la Directrice) des Études secondaires guide le développement du programme académique de l'école, nécessitant une coordination avec l'Organisation du Baccalauréat International, les autorités locales du ministère de l'Éducation nationale de France, et le ministère de l'Éducation de l'Ontario. Il (elle) est responsable aussi de l'évaluation de la performance des enseignants, de leur développement professionnel, de recherche pédagogique, et d'analyse sur l'évaluation des élèves; la liaison avec l'administration de l'école et avec les professeurs est primordiale.

Le mouvement du personnel académique est aussi traité par ce bureau. Le Directeur (la Directrice) des Études secondaires doit rendre compte de l'état du curriculum de l'école au Directeur Général, et faire des recommandations au besoin, tout en collaborant avec les Principaux et le Directeur (la Directrice) des Études primaires.

Les candidats seront bilingues, auront une facilité de communication, et seront capables de travailler à l'ordinateur.

Veuillez faire parvenir votre demande avant le 3 mars 1995 à:
M. J.-P. Ginestier, Directeur des Études, Toronto French School,
296 Lawrence Avenue East, Toronto, ON M4N 1T7, Canada.

UNEQ
Union des écrivaines et écrivains québécois

L'Union des écrivaines et écrivains québécois recherche un **DIRECTEUR** ou une **DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS**

L'Uneq, association sans but lucratif, regroupe 1100 membres. Elle oeuvre à la promotion et à la diffusion de la littérature québécoise au Québec et à l'étranger. En tant que syndicat professionnel, elle défend les intérêts socio-économiques des écrivains.

Le directeur des communications assure la visibilité de l'Union et de ses membres par des contacts réguliers et permanents avec les médias écrits et audiovisuels, administre des projets, développe des programmes, des services et des réseaux de communication et élabore des stratégies de financement et d'accroissement des activités dont il a la responsabilité.

Les candidats doivent répondre aux exigences suivantes:

- posséder une parfaite maîtrise du français écrit et oral;
- posséder des aptitudes éprouvées pour le travail en équipe;
- posséder une bonne connaissance du milieu littéraire et éditorial;
- posséder une maîtrise certaine dans les communications avec les intervenants du milieu littéraire et culturel (écrivains, médias, gouvernements, etc.);
- détenir un diplôme universitaire de premier cycle (ou une expérience équivalente);
- posséder une connaissance du traitement de texte (Word Perfect Windows).

Salaire annuel: à déterminer.

Votre candidature, accompagnée d'un curriculum vitae, doit être déposée avant le **6 mars prochain**, 17 heures, au **3492, rue Laval, Montréal, H2X 3C8**, à l'attention de la **Direction générale**.

Directeur général ou directrice générale

L'Ordre des architectes du Québec (OAQ) est à la recherche d'un directeur général ou d'une directrice générale. Sous la responsabilité immédiate du Bureau de direction de l'Ordre, le titulaire de ce poste sera responsable de la planification, de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités et ressources qui lui seront confiées conformément à la mission, aux objectifs, aux politiques et aux règlements de l'OAQ.

Il verra au bon fonctionnement des services administratifs de l'Ordre et devra contribuer concrètement aux efforts de promotion de l'architecture entrepris par l'OAQ depuis plusieurs années.

La personne choisie possèdera une solide expérience de gestion et démontrera une bonne compréhension des enjeux culturels et économiques rattachés au milieu de l'architecture. Elle devra faire preuve de créativité face à divers projets allant de l'implantation de méthodes de gestion novatrices à la recherche de moyens d'accroître la visibilité de la profession.

Bilingue et capable d'écrire correctement le français, cette personne devra être à l'écoute du milieu et pouvoir communiquer facilement avec de nombreux intervenants. Enfin elle possèdera toutes les qualités humaines requises pour diriger une équipe de 12 à 15 personnes.

La rémunération et les avantages sociaux correspondront au profil du poste.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION: MAI 1995.

Date limite de réception des candidatures: **lundi, 6 mars 1995**
Veuillez adresser votre curriculum vitae sous pli confidentiel au:



ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC

Comité de sélection
Poste de directeur général
Ordre des architectes du Québec
1825, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1R4



Toronto French School

Le poste suivant sera disponible à partir de septembre 1995:

Directeur (Directrice) des Ressources humaines
(Poste à mi-temps)

Le Directeur (la Directrice) des Ressources humaines devra tout d'abord représenter l'école lors des délibérations et des négociations avec les associations de professeurs et d'autres employés, ainsi que conseiller et guider l'école dans le domaine des ressources humaines, particulièrement en ce qui concerne les salaires, conditions de travail et responsabilités des enseignants et non-enseignants.

Les candidats auront une expertise dans le domaine des ressources humaines, ainsi que de l'expérience des rapports employeur-employé dans l'enseignement; de plus, ils seront capables de travailler dans un environnement bilingue (français-anglais).

Le poste suivant (basé sur 12 mois) sera disponible à partir du 15 juin 1995:

Directeur (Directrice) des Admissions

Le Directeur (la Directrice) des Admissions est responsable à tous les niveaux pour l'inscription des élèves à l'école, et doit se tenir au courant des programmes et de la vie générale de l'école. Il (elle) doit entreprendre l'inscription d'environ 250 nouveaux élèves chaque année, et coordonner les procédures de réinscription pour environ 100 élèves. Ce bureau est aussi responsable du maintien des archives des anciens élèves.

En étant souvent le premier lien avec un nouveau parent, le Directeur (la Directrice) des Admissions doit représenter l'école à tous moments. Il (elle) travaille sous la direction du Directeur Général, et avec les Principaux, la Directrice du Développement, et la Secrétaire-Trésorière.

Les candidats pour ce poste seront bilingues, auront une facilité de communication, et seront capables de travailler à l'ordinateur.

Veuillez faire parvenir votre demande avant le 3 mars 1995 à:
M. J.-P. Ginestier, Directeur des Études, Toronto French School,
296 Lawrence Avenue East, Toronto, ON M4N 1T7, Canada.

Université de Montréal

Professeure ou professeur en philosophie médiévale

Le Département de philosophie de la Faculté des arts et des sciences fait appel aux candidatures en vue d'un poste régulier de professeure adjointe ou de professeur adjoint conduisant à la permanence.

Fonctions

Enseignement et recherche dans le domaine de la philosophie médiévale, spécialement occidentale; encadrement des étudiants des 1^{er}, 2^e et 3^e cycles dans la discipline; collaboration aux activités du Centre d'études médiévales de la Faculté des arts et des sciences.

Exigences

Doctorat en philosophie médiévale ou en études médiévales avec spécialisation en philosophie, ou un diplôme équivalent; compétence en paléographie latine; expérience d'enseignement et de recherche; dossier de publications.

Traitement

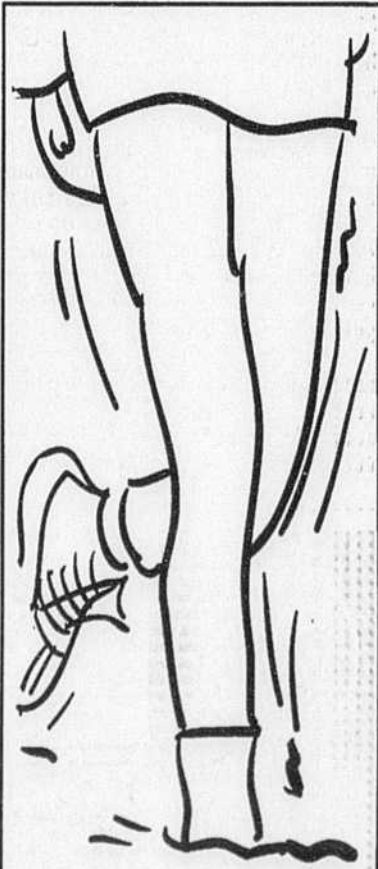
Selon la convention collective.

Date probable d'entrée en fonction

Le 1^{er} septembre 1995.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae ainsi que leurs lettres de recommandation, avant le **31 mars 1995**, à:
M. Richard Bodéus, directeur
Département de philosophie
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), H3C 3J7

Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. L'Université souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes.



HIVER ACTIF



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LE CENTRE

 À MONTRÉAL
AUTO STRASSE
 5905 AUTOROUTE TRANS-CANADIENNE, ST-LAURENT 748-6961

Souveraineté du Québec

«Une alternative désuète»

«L'indépendance ne répond pas aux problèmes actuels du Québec.» C'est le constat clair auquel en arrive le «Groupe des Cent», un rassemblement de professionnels, d'universitaires et d'entrepreneurs âgés de 25 à 35 ans qui rendait public hier son manifeste, en présence de la presse et d'une centaine de ses membres, au Centre de Commerce mondial de Montréal.

«Pour nous, ce n'est pas seulement l'éventualité des coûts considérables liés à la séparation d'avec le reste du Canada, mais surtout l'absence réelle d'avantages socio-économiques qui nous inquiètent à propos de l'indépendance», affirme Marie-France Poulin, une femme d'affaires de Beauce et l'une des porte-parole du Groupe.

«On souhaiterait nous faire croire que l'indépendance représente le remède à tous les maux de notre fin de siècle : chômage, déficit, formation de la main-d'œuvre, etc.

«Selon ses promoteurs, l'indépendance favoriserait l'essor économique du Québec. Pourtant, d'après notre analyse, l'indépendance réduira plutôt les pouvoirs réels du Québec dans quatre grands champs d'action économique, soit les politiques budgétaire, industrielle, fiscale et monétaire», a ajouté Pierre Arseneault, un consultant de la région de Montréal.

«L'option de Jacques Parizeau est une alternative politique désuète, ajoute Marc-André Blanchard, un avocat montréalais. Sans être parfaite, la fédération canadienne, par sa flexibilité, a favorisé l'épanouissement économique et culturel du Québec. Nous considérons qu'en poursuivant son évolution, elle demeurera le gage d'un avenir meilleur pour les Québécois et les Québécoises.»

«Le Groupe des Cent» est un groupe de réflexion indépendant formé de jeunes hommes et femmes issus de partout à travers la province qui se sont ralliés autour d'un texte soulignant la «désuétude» et l'«inutilité» du projet du Parti québécois. Ils participeront au cours des prochains mois à de nombreuses tribunes afin de faire valoir leur point de vue. Ils prendront notamment part aux Commissions sur l'avenir du Québec.

Les Cris s'organisent

Nemaska (PC) — Le Grand conseil des Cris a annoncé hier la formation de la Commission Eeyouch sur l'avenir, le statut et les droits des Cris de la Baie James en cas de souveraineté du Québec.

Cette commission organisera de vastes audiences à compter du mois prochain dans toutes les communautés crises. Le grand chef Matthew Coon-Come veut ensuite tenir un référendum sur le sujet. Cependant, il dénonce déjà le caractère de refus général du projet souverainiste et l'abrogation des droits ancestraux.

Les chefs Cris ont confirmé à l'unanimité que la nation crise ne nommera pas de représentants pour participer au processus des Commissions régionales sur l'avenir du Québec.

Aux audiences de l'Abitibi-Témiscamingue

Les Algonquins questionnent et suscitent des inquiétudes

Val d'Or (PC) — Les revendications des autochtones et les inquiétudes qu'elles suscitent chez plusieurs ont marqué en fin de semaine les audiences de la Commission de l'Abitibi-Témiscamingue sur l'avenir du Québec.

«Montrez-moi les traités qu'ont signés les Algonquins pour céder leurs territoires», a demandé Oscar Kistabish.

La remarque a semblé prendre au dépourvu l'expert de la commission dont la réponse, longue et laborieuse, n'a visiblement pas satisfait Kistabish.

«On a demandé à Montréal de nous fournir des éléments de réponse», a confié un employé de la commission.

Oscar Kistabish a demandé qu'on associe les autochtones à la réalisation de l'article 15 de l'avant-projet de loi sur la souveraineté, article qui traite du partage des biens et des dettes entre le Québec et le Canada.

Un autre Algonquin, Dominique Rankin, a réclamé des précisions sur l'autonomie qu'un éventuel Québec souverain accorderait aux autochtones. Les pouvoirs dévolus aux premières nations, a-t-on répondu, iraient plus loin que ceux accordés aux municipalités.

L'intervention de l'ex-chef du défunt Conseil algonquin de l'Ouest du Québec, Richard Kistabish, a déridé la centaine de personnes présentes samedi aux audiences d'Amos.



COMMISSIONS RÉGIONALES SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

Maniant le sarcasme à la manière d'Yvon Deschamps, Kistabish a invité les Québécois à remettre aux autochtones l'ensemble du territoire de la province, si le projet de souveraineté est rejeté lors du référendum.

«Nous ferons l'indépendance pour vous, a-t-il dit, on reconnaîtra vos réserves, c'est-à-dire vos villes et villages. Vous ne paierez pas d'impôt et nous nous occuperons des richesses naturelles. On vous laissera même faire la contrebande des cigarettes. Vous serez nos Québécois.»

Hier, Kistabish a embarrassé les membres de la commission en s'exprimant uniquement en algonquin. Interrompu par le président, il a simplement quitté la salle.

En entrevue, il a déploré qu'on n'ait pas tenu compte de la présence des communautés algonquines de la région.

«Pourquoi offrent-ils la traduction aux anglophones et pas aux autochtones? Ils n'ont aucune espèce de considération pour nous», a-t-il ajouté.

Un groupe de citoyens a par ailleurs fait état de ses inquiétudes face aux revendications autochtones. On veut que le gouvernement précise quelles terres seront cédées aux premières nations et d'où viendra l'argent qui servira à l'administration de leurs éventuels gouvernements.

On recommande de transformer les réserves indiennes en municipalités et d'assurer la libre circulation sur l'ensemble du territoire québécois.

Estrie: l'esprit de tolérance entre francophones et anglophones est mis à rude épreuve

Lennoxville (PC) — En Estrie, on se targue depuis longtemps de cultiver la tolérance. Francophones et anglophones de la région vivent côte à côte, s'amuse ensemble et, quand aucun compromis ne paraît envisageable, s'accordent pour dire qu'il y a désaccord.

Mais cet esprit de tolérance est mis à l'épreuve aux audiences de la Commission régionale sur la souveraineté, où des discussions parfois acerbes opposent indépendantistes et fédéralistes.

Cela n'inquiète pas Lyne Charpentier, la présidente de la commission. «C'est typique des Cantons de l'Est que les gens soient d'opinions totalement opposées, mais demeurent capables de se parler et de se respecter mutuellement», affirme-t-elle.

Les travaux de la commission ont davantage fait ressortir les préoccupations régionales que susciter les suggestions des résidents de la région permettant de mieux définir la souveraineté. Ils ont aussi remué péle-mêle les inquiétudes des anglophones et les frustrations des francophones. Certains des 45 000 anglophones de la région — ils représentent 7 % de la population — ont témoigné de leur amour pour le Canada. «Cela me fait mal de voir qu'un vote majoritaire pourrait m'enlever mon pays», a ainsi plaidé Marlis Wher, qui a travaillé dans le milieu de l'éducation.

Des francophones ont aussi fait écho à ses propos. «Le Québec et le Canada (...) me sont aussi chers que mes deux mains», déclarait l'agriculteur Aldé Beaudoin. Au cours des dernières élections provinciales, seulement deux députés du Parti québécois ont été élus dans les huit comtés de la région, mais l'appui à l'indépendance est loin d'être éteint. La commission a reçu de nombreux mémoires de francophones fatigués du refus d'Ottawa d'accorder davantage de pouvoirs au Québec.

«Si vous voulez que nous restions, dites-nous quelque chose qui nous incite à rester», lançait l'étudiant Guy Grenier aux fédéralistes, lors d'une audience. La commission a aussi entendu de nombreux indépendantistes déplorer les injustices subies lorsque les patrons étaient anglophones et l'anglais la langue de travail.

À ceux-là, des anglophones sont venus conseiller d'oublier le passé. L'anglophone Russell Pocock, un

agriculteur «organique», a voté OUI au référendum de 1980, parce qu'il croyait, a-t-il dit, que le Parti québécois créerait une société plus juste. Aujourd'hui, il a changé d'avis. Pour lui, maintenant, ce que veut le gouvernement du PQ, c'est la souveraineté à tout prix. «Tout ce que j'entends dire c'est que tout sera parfait après la séparation, et je n'y crois pas.» Certains ont avancé que les fédéralistes n'ont pas eu l'occasion de faire entendre leur point de vue aux audiences des 17 commissions régionales qui font le tour de la province.

Mais Jocelyne Bergeron-Pinard, une commissaire des Cantons de l'Est, considère que les libéraux fédéraux et provinciaux en portent toute la responsabilité. «Ils ont commis une erreur monumentale en boycottant [les travaux des commissions], a-t-elle soutenu. Elle ajoutait que les fédéralistes, à son avis, ne proposent pas suffisamment de façons de résoudre les problèmes actuels pour convaincre les Québécois de rester au sein du Canada. «Ceux qui pensent que le statu quo est une solution se trompent», a-t-elle ajouté.

Même si MM. Chrétien et Clinton se sont déjà rencontrés lors d'événements internationaux et conversent fréquemment au téléphone, aucun des deux n'a encore rendu visite à l'autre chez lui. La venue du président américain est présentée comme l'occasion de «célébrer» les bonnes relations entre les deux pays, relations que l'ambassadeur américain à Ottawa, James Blanchard, décrit comme un modèle pour le monde. Et elle fournit aux deux leaders l'occasion de ressortir leur thème électoral privilégié à tous les deux: la création d'emplois. Le Canada et les États-Unis

bat qui a duré plus de trois heures et demie. Statistiques et chiffres à l'appui, jeunes fédéralistes et souverainistes ont fait valoir leurs positions, ont parlé sur les grands dossiers (éducation, autochtones, immigrants, langue, anglophones) sans y mettre beaucoup d'émotion, et sans qu'on discute vraiment de la situation particulière de l'Outaouais.

Neuvième étape d'un marathon de 30 visites de consultation en 17 jours, Hull s'est révélé l'endroit où les commissaires ont le plus travaillé: pas moins de 13 mémoires ont été déposés, au cours d'un dé-

«Président de la République du Québec»

PRESSE CANADIENNE

«Je me suis toujours dit qu'un jour, j'allais devenir le président de la République du Québec.»

Yves-Patrice Beaudin est un «séparatiste convaincu», à cause de sa mère qui l'est, elle aussi. L'adolescent de 14 ans a partagé ses rêves et ses aspirations devant la Commission des jeunes de passage à Hull, samedi.

«Ce n'est pas vrai que, parce qu'on n'a pas 18 ans, on ne connaît rien à la politique, a-t-il soutenu

après son intervention. Mais c'est vrai que la majorité des gens de mon âge ne s'intéressent pas nécessairement à ça.

Pourtant, si on était plus impliqués, les gouvernements seraient vraiment obligés de reconnaître notre importance au sein de la société.»

Après son intervention, il a déclaré que la majorité des gens de son âge ne s'intéressent pas nécessairement à ça. Cependant, si on était plus impliqués, les gouvernements seraient vraiment obligés de reconnaître notre importance au sein de la société.



Bill Clinton: «célébrer» les bonnes relations avec le Canada.

La visite de Clinton à Ottawa

De beaux discours malgré les nombreux litiges

Ottawa (PC) — Le président américain Bill Clinton effectue une visite officielle au Canada, cette semaine, et les observateurs s'attendent à ce que sa rencontre avec le premier ministre canadien Jean Chrétien donne lieu à de beaux discours davantage qu'à des gestes concrets.

Pourtant, bien des litiges opposent les deux pays — tensions commerciales, sur la culture, projet de taxer l'entrée des Canadiens aux États-Unis — mais ni l'un ni l'autre des deux hommes n'aurait politiquement avantage, pour le moment, à mettre le poing sur la table.

D'abord, M. Chrétien s'est déjà employé à démontrer qu'il pouvait prendre ses distances par rapport à Washington. Il ne répugne cependant pas à rencontrer ses voisins, surtout, comme le dit l'historien Michael Bliss, «s'ils sont gros, riches et puissants».

De son côté, M. Clinton fait tout, ces jours-ci, pour éviter de gaffer et de donner des munitions au Congrès dominé par les Républicains, dit Christopher Sands, du Centre for Strategic and International Studies in Washington. Au Centre d'études internationales de l'Université de Toronto, Alan Alexandroff émet l'hypothèse que la position de faiblesse du président Clinton chez lui est mauvais signe pour le Canada.

Même si MM. Chrétien et Clinton se sont déjà rencontrés lors d'événements internationaux et conversent fréquemment au téléphone, aucun des deux n'a encore rendu visite à l'autre chez lui. La venue du président américain est présentée comme l'occasion de «célébrer» les bonnes relations entre les deux pays, relations que l'ambassadeur américain à Ottawa, James Blanchard, décrit comme un modèle pour le monde. Et elle fournit aux deux leaders l'occasion de ressortir leur thème électoral privilégié à tous les deux: la création d'emplois. Le Canada et les États-Unis

son sont les plus importants partenaires commerciaux au monde. Leurs échanges commerciaux atteignent près d'un milliard de dollars par jour, affirme Raymond Chrétien, l'ambassadeur canadien à Washington.

«A mon avis, tout est là», déclarait-il. La cérémonie de signature d'une nouvelle entente sur le trafic aérien, l'accord «ciel ouvert», qui institue de nouvelles liaisons aériennes et réduit les coûts du transport de fret par avion, viendra mettre cela en relief.

Par ailleurs, on s'efforce d'un côté comme de l'autre de minimiser l'entente que M. Clinton aura avec le leader du Bloc québécois et chef de l'opposition officielle, Lucien Bouchard. Il se déroulera en privé, loin des médias, et M. Clinton rencontrera aussi le leader du Parti réformiste, Preston Manning.

M. Clinton ne s'écartera pas de la politique éprouvée des États-Unis sur la question de l'indépendance du Québec: les États-Unis ont toujours entretenu de bonnes relations avec un Canada uni, mais l'avenir du Québec est une question de politique intérieure.

Tout faux pas pourrait déstabiliser la situation et perturber les marchés financiers, croit M. Sands. Ce qui ne signifie pas que les États-Unis ne réitéreront pas subtilement leur préférence pour l'unité. M. Blanchard, déclarait la semaine dernière que «lorsque nous disons que les États-Unis ont eu d'excellentes relations avec un Canada fort et uni, on pourrait dire que c'est un message subtil mais bien senti».

Les tensions commerciales entre les deux voisins ne seront pas non plus montées en épingle: M. Blanchard soutient que la plupart sont réglées ou peuvent l'être. Les contentieux les plus délicats seront laissés à des subalternes, le représentant américain au Commerce, le secrétaire d'Etat et le secrétaire au Transport rencontreront leurs homologues canadiens.

soirée relations

Dans le contexte référendaire actuel, pouvons-nous dégager des critères permettant de définir un projet de société qui tienne compte des personnes démunies et exclues? Quels choix sociaux et économiques devons-nous faire pour construire une société plus juste? Comment pouvons-nous mieux vivre les tensions et les divisions que provoque inévitablement un tel débat de société?

RÉFÉRENDUM:

L'OCCASION DE DÉFINIR UN PROJET DE SOCIÉTÉ?

Venez en discuter lors d'une soirée publique qui aura lieu le **lundi 20 février 1995, à 19h30, à la Maison Bellardin, 25, rue Jarry ouest, Montréal (Métro Jarry)**

Parmi nos personnes ressources:

- Madame **Vivian Labrie**, du CAPMO à Québec, et associée à la Charte d'un Québec populaire, «Le Québec qu'on veut bâtir».
- Monsieur **Pierre Paquette**, économiste et secrétaire général de la Confédération des syndicats nationaux.
- Madame **Françoise David**, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

Contribution volontaire: 3,00 \$

Cette soirée est organisée conjointement par le Centre justice et foi et l'Office des milieux du Diocèse de Québec

À lire dans le numéro de janvier-février de la revue Relations :

- UN DOSSIER PERCUTANT:** La violence faite aux femmes: un héritage à refuser
- SPÉCIAL RÉFÉRENDUM:** Quel pays pour demain?

25 Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 - Téléphone (514) 387-2541 - Renseignement: Mme Pauline Roy

«C'est pratique, je peux appeler en soirée!»

Vous avez des questions au sujet de votre déclaration de revenus, et il est passé 17 h? Pas de problème! Nous avons prolongé les heures de nos services téléphoniques jusqu'à 21 h, du lundi au jeudi. Alors, n'hésitez pas : ayez vos documents à portée de la main et appelez-nous, même après 17 h!

Appels Locaux : 283-5300
 Interurbains: 1-800-361-2808

Du 20 février au 27 avril 1995 De 17 h à 21 h

Notre Service électronique de renseignements par téléphone (SERT) vous sert bien aussi. Consultez votre trousse d'impôt pour plus de détails.

Canada

• LES ACTUALITÉS •

L'acharnement thérapeutique bientôt fini?

Cessation de traitement, aide à la mort et suicide assisté sont de plus en plus examinés

Québec (PC) — Les médecins, comme de nombreux patients, remettent de plus en plus en question le recours à des «moyens disproportionnés» pour maintenir une personne en vie. On s'en va de plus en plus vers la cessation de traitement, l'aide à la mort et le suicide assisté selon l'expression des dernières volontés.

Le Dr André Bernard et Jean-Paul Martineau, respectivement directeur adjoint des services professionnels et des soins infirmiers au Centre d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Augustin, en sont convaincus: c'est de l'aide au suicide que notre société va débattre au cours des prochaines années. Un débat qui va soulever autant de passions que l'avortement, prédit le Dr Bernard, selon qui les deux questions «se ressemblent beaucoup».

«Il y a 20 ans, on tentait de sauver la vie par tous les moyens, rappelle le médecin, qui siège au Comité de bioéthique de l'Ensemble de santé de l'Enfant-Jésus. Depuis, les mentalités ont évolué, ajoute-t-il. Les gens sont plus ouverts par rapport à la mort et la cessation de traitement.»

Le Dr Bernard voit dans la légalisation du suicide assisté en Oregon, aux États-Unis, un changement majeur d'orientation de nos sociétés face aux cas désespérés.

La volonté du patient

«La loi est contestée devant les tribunaux, mais c'est une indication des nouvelles tendances», estime le directeur adjoint des services professionnels, qui insiste cependant sur la nécessité d'agir «dans un contexte légal».

Si l'aide au suicide devait éventuellement être légalisée au Canada, c'est la volonté du patient qui devra primer. «Il n'y aura pas de recettes applicables à tous, précise-t-il. Ce sera du cas par cas. Les bénéficiaires ne doivent pas se trouver en situation de se demander si on ne les suicidera pas ou si on ne les aidera pas à mourir plus vite. Ça se fera de façon ordonnée, en respectant la volonté des gens.»

Le Dr Marc Bélanger, qui rencontre plusieurs personnes âgées au Centre Saint-Augustin, est encore plus circonspect par rapport au suicide assisté. «Je suis d'accord quand c'est bien ciblé, comme pour Sue Rodriguez ou Nancy B. Quand le maintien en vie devient abusif, dit-il. Mais le coup de pouce pour que la personne parte, non. C'est dévastateur pour les familles», avance le généraliste, spécialisé en gériatrie.

Jugeant dangereuse une libéralisation «à outrance» de l'aide à la mort, le Dr Bélanger privilégie davantage l'utilisation restreinte de certains traitements pour ne pas prolonger indûment certaines fins de vie douloureuses. «On donne moins d'antibiotiques et

on laisse faire la nature», explique-t-il.

Reste que chaque CHLSD, plus ou moins, abrite «son» cas de gavage, ou de trachéotomie. «Ce sont des exceptions. Des patients intubés et gavés, ça n'existe presque plus dans les centres de soins prolongés», assure le Dr Bernard et M. Martineau.

A Saint-Jean-Eudes, la directrice des soins, Murielle Boucher, voit, elle, les choses d'un autre œil. Elle refuse de considérer le gavage et la trachéotomie comme des cas d'acharnement thérapeutique.

«Une résidente qui a besoin de support pour respirer et s'alimenter et le demande parce qu'elle veut vivre, ce n'est pas de l'acharnement. Ce sont des soins donnés selon la volonté du malade», insiste-t-elle.

«Ce n'est jamais nous qui prenons la décision, tient à préciser Mme Boucher. Si la résidente est lucide, c'est elle qui détermine son niveau de soins en collaboration avec l'équipe multidisciplinaire: médecin, pharmacien, infirmière, préposée, intervenante sociale, éducatrice spécialisée, diététiste, physiothérapeute, coordonnatrice des soins. Si la résidente n'est pas lucide, c'est sa famille, ou son mandataire le cas échéant. Nous respectons ce choix.»

Responsable des soins au Foyer de Loretteville, Ginette Boulet affirme qu'il ne se fait plus d'acharnement thérapeutique dans les établissements de soins de longue durée.

«En 1975-1976, on installait des solutés pour hydrater, des antibiotiques intraveineux. C'est fini ça depuis 1978», assure la directrice.

«On fait notre possible»

En cas d'arrêt cardio-respiratoire d'une personne qui a indiqué sa volonté d'être réanimée, le Foyer, qui ne dispose que d'un ambu (ballon d'oxygène), donne le bouche à bouche et commence le massage cardiaque.

«On fait notre possible en attendant le transfert dans un centre hospitalier de soins aigus. Mais on ne s'acharne pas plus que ça. On n'installe pas de soluté parce qu'on n'a pas le temps», indique Mme Boulet.

En fait, personne ne prétend que l'acharnement thérapeutique a complètement disparu du paysage médical, mais c'est dans les centres de courte durée qu'il continuerait surtout de se pratiquer.

«Quand un transfert est effectué, on informe l'urgence, par exemple, qu'il s'agit d'un patient non lucide, non autonome, qui a choisi une intervention limitée au soulagement de la douleur, explique Ginette Boulet. Selon le médecin qui est là, on respectera ou ne respectera pas cette décision. Certains médecins vont lutter, lutter, lutter, contre la mort. D'autres vont laisser aller trop facilement. Il n'y a pas de milieu.»

Avec l'absence de Lucien Bouchard

L'aide parlementaire du Bloc s'est renforcée, dit Duceppe

Trois-Rivières (PC) — L'absence de Lucien Bouchard pendant les deux derniers mois aura permis aux députés du Bloc d'apprendre à se débrouiller sans véritable leader et c'est toute l'aile parlementaire formant l'opposition officielle qui s'en trouve renforcée, a déclaré hier le whip de l'opposition officielle Gilles Duceppe.

En visite à Louiseville pour l'assemblée générale du Bloc québécois dans Berthier-Montcalm, le député de Laurier-Sainte-Marie à la Chambre des communes a prononcé un discours devant une centaine de membres bloquistes.

Le retour de Lucien Bouchard sur la scène politique cette semaine va sans doute remonter le moral des troupes bloquistes en cette période référendaire, croit le whip du parti.

«Je pense que M. Bouchard va tenir le même rôle qu'il jouait auparavant. L'option souverainiste de la campagne référendaire est dirigée conjointement par le Parti québécois et le Bloc et M. Bouchard va assumer ce rôle pleinement. D'autre part, c'est notre leader, c'est donc un morceau important dans notre équipe, alors ça redonne courage à tout le monde. On a quand même bien fait notre travail et l'équipe s'en trouve renforcée», a expliqué M. Duceppe.

La campagne référendaire était au cœur des propos tenus par M. Duceppe. Minimisant l'effet de la victoire de Lucienne Ro-

billard lors de l'élection partielle dans Saint-Henri—Westmount la semaine dernière, il a préféré se réjouir de la performance globale du Bloc, notamment dans Brome-Missisquoi. Selon lui, le candidat bloquiste défait, Jean-François Bertrand, aurait pu apporter une aide considérable en chambre, mais il faut quand même se réjouir du pourcentage de votes obtenu.

M. Duceppe a ironisé sur le partage de la dette. «Le Canada aura intérêt à négocier avec le Québec pour le partage de la dette. S'il ne veut pas embarquer dans les négociations, qu'il la garde en entier», a-t-il lancé.

Le Bloc québécois se sent prêt à prendre la place qui lui revient dans le débat constitutionnel. Selon M. Duceppe, l'option souverainiste doit faire le plein de ses forces.

«On a un gouvernement souverainiste à Québec et une opposition officielle de même allégeance à Ottawa, c'est une situation idéale», a-t-il fait valoir.

Par ailleurs, M. Duceppe n'a pas manqué de dénoncer les budgets alloués à la promotion du fédéralisme. Les célébrations entourant le trentième anniversaire de l'adoption de l'unifolié comme drapeau canadien constituent un bel exemple, selon lui, de dépenses inutiles. Le budget Martin, la réforme Axworthy et les questions sous-jacentes à l'accession du Québec à la souveraineté ont également été abordés par l'orateur invité.

Un vidéo sur une «taupe»

Toronto (PC) — Grant Bristow prétendait n'avoir joué qu'un rôle passif au sein du groupe raciste d'extrême-droite Heritage Front, qu'il avait infiltré pour le compte du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

Or, un vidéo réalisé par le Heritage Front, qui présente un éventail de ses activités au sein du groupe, suggère tout le contraire.

Le quotidien *Toronto Sun* a rapporté en fin de semaine que le vidéo, intitulé *The Best of Bristow*, montre l'informateur du SCRS alors qu'il est présenté comme un «cofondateur» du Heritage Front et qu'il exhorte les membres du groupe à confronter et harceler les militants anti-racisme.

Le quotidien torontois dit aussi que le vidéo montre Bristow demandant à des membres du Heritage

Front d'employer de faux noms de groupes racistes lorsqu'ils font des menaces de mort, brisent des fenêtres avec des roches ou posent des bombes dans des entrées de maison. Bristow suggère également aux membres de Heritage Front de se faire passer pour des journalistes.

Ce vidéo a apparemment été réalisé avant qu'il ne soit révélé que Bristow était une taupe du SCRS et qu'il avait été payé pour infiltrer le Heritage Front.

Une enquête du Comité de révision des activités de renseignement sur les liens entre Bristow et le SCRS, liens qui auraient duré pas moins de sept ans, a exonéré Bristow de tout blâme et conclu qu'il n'était pas un cofondateur du Heritage Front.

Bristow, qui est âgé de 37 ans, demeure introuvable depuis le début de cette enquête.

E N B R E F

RICHARD NIQUETTE ASSASSINÉ

(PC) — Le comédien Richard Niquette a été assassiné dans la nuit de samedi à dimanche et retrouvé nu sur un banc de neige du quartier Hochelaga, à Montréal. Selon la police de la Communauté urbaine de Montréal, M. Niquette aurait été gravement blessé à l'intérieur d'une résidence et serait mort en tentant d'obtenir de l'aide à l'extérieur. D'après les premières constatations, le comédien aurait été poignardé au cœur. C'est un passant qui a découvert le corps de Richard Niquette, vers 4h30.

UN VIDÉOCLIP SUR MARIE

Rome (Reuter) — Le plus grand éditeur catholique italien va sortir un vidéoclip montrant la mère du Christ entourée d'un groupe de musique rock entonnant le *Salve Regina*. Le rôle de Marie, tout de noir vêtue, est interprété par un mannequin venue de l'ex-Yougoslavie, celui du groupe musical italien par le Tra. Le clip de la maison d'éditions San Paolo, spécialisée dans les ouvrages et revues religieuses, sera mis en vente la semaine prochaine en Italie. En cas de succès commercial, il est prévu de sortir deux autres clips sur le *Notre Père* et l'*Ave Maria*. Commentaire, prudent, d'un prince de l'Église, le cardinal Ersilio Tonini, à la *Stampa*: «Je ne peux pas me prononcer puisque je ne l'ai pas encore visionné. Mais c'est peut-être très bien fait et cela permettra de rapprocher la jeunesse de l'Église.»

«MAINS PROPRES» POUR LES ENFANTS

(PC) — Dix municipalités canadiennes, dont Sherbrooke et Laval, se joignent à la Société de pédiatrie du Canada pour lancer l'opération «Mains propres». L'opération consiste en une semaine de sensibilisation sur l'importance pour la santé, particulièrement celle des enfants, de se laver les mains régulièrement. Cette habitude permettrait de diminuer la propagation des infections virales et bactériennes et pourrait, par conséquent, réduire les dépenses du système de santé publique. Ottawa, Toronto, Edmonton et Vancouver sont quelques-unes des autres villes qui participent à la campagne.

UN INCENDIE TUE SIX ÉCOLIÈRES

Téhéran (AFP) — Six jeunes écolières ont péri dans un incendie accidentel qui s'est déclaré hier dans une école de Racht (province de Gilan) dans le nord de l'Iran, a rapporté l'agence iranienne officielle IRNA. L'incendie a été causé par un poêle au kérosène qui s'est renversé dans une salle de classe, a ajouté l'agence selon laquelle la majeure partie du bâtiment de deux étages a été démolie, les planchers étant en bois. Les six écolières âgées de 11 à 12 ans ont péri brûlées, malgré les efforts des sapeurs-pompiers visant à sauver les 135 élèves de l'école, selon IRNA.

LES LIONS ONT LA MALADIE DU CHIEN

Arusha (Reuter) — Les lions du parc national de Serengeti se remettent de la mystérieuse maladie qui avait décimé 80 % de la population de félins en Tanzanie, l'an dernier. Selon le directeur des services vétérinaires des parcs nationaux de Tanzanie, le Dr Melody Roelck-Parker, le nombre de décès des suites du virus dit «de la maladie du chien» a considérablement chuté ces derniers mois. Les tours-opérateurs travaillant à Serengeti, dans le nord de la Tanzanie, ont eux aussi confirmé une recrudescence de lions.

UN «VÉRITABLE CARNAGE»

Bradford (AFP) — Un petit garçon de sept ans et sa baby-sitter âgée de quinze ans ont été assassinés à coups de couteau dans la nuit de samedi à dimanche à Bradford (nord), a annoncé la police. Les corps de Jonathan Copley et de Rachel Rooney ont été découverts hier matin dans une chambre de son domicile par la mère de l'enfant et ses sœurs aînées qui rentraient d'une soirée. La police qui a parlé de «véritable carnage» a lancé un appel à témoins et ne s'explique pas pour l'instant les raisons de ces crimes: rien ne semble avoir été volé dans la maison et les deux victimes ne paraissent pas avoir subi d'agression sexuelle, selon les enquêteurs.

MANIFESTATION AU CHÂTEAU

Londres (Reuter) — Une vingtaine de personnes ont été arrêtées hier lors d'une manifestation au château de Windsor. Près de 500 manifestants s'étaient rassemblés devant la demeure royale pour protester contre la décision de la reine Elizabeth d'interdire au public un chemin traversant ses terres. Les manifestants ont reçu l'autorisation d'emprunter le chemin après des négociations avec la police. Des incidents ont éclaté lorsque les forces de l'ordre ont dispersés les protestataires. Un policier a été blessé. Le chemin en question traverse les terres du château d'Elizabeth II sur environ 2,5 km et longe la Tamise. Il avait été fermé au public en 1860 par la reine Victoria pour des raisons de sécurité.

RIO EST BELLE MAIS CHÈRE

Rio de Janeiro (AP) — Il coûte beaucoup plus cher de vivre à Sao Paulo et à Rio de Janeiro que dans n'importe quelle autre ville du monde, selon une enquête publiée hier par le quotidien brésilien *Folha de Sao Paulo* et basée sur la comparaison des salaires et du coût de la vie dans sept grandes métropoles. Sao Paulo arrive en tête devant Rio, puis — dans l'ordre — New York, Londres, Paris, Buenos Aires et Pékin. L'enquête n'a toutefois pas porté sur des villes comme Tokyo, Mexico ou Rome. Cette étude a comparé les prix en dollars de 36 produits et services, dont la nourriture, les voyages aériens et les locations de cassettes vidéo. Ainsi, un habitant de Sao Paulo dépense 11,45 % plus d'argent qu'un New-Yorkais et 35,66 % de plus qu'un Parisien. L'enquête explique ces différences par la très forte inflation et la «surévaluation» du real, la monnaie brésilienne.

FINI LE CALVAIRE DE LA BALEINE

Mascate (AFP) — Des plongeurs omanais et britanniques ont libéré une baleine de quelque 15 à 20 tonnes, retenue pendant 29 jours dans des filets de pêche au large d'Oman, rapportait hier le quotidien *Oman*. La baleine, de huit mètres de long, a été retrouvée empiétrée dans des filets de pêche à 500 mètres au large de Khaluf, un village situé à 60 km au sud-ouest de l'île de Masirah, dans le Golfe d'Oman. L'opération de sauvetage a duré plus de 90 minutes et la baleine, bien qu'atteinte de blessures profondes à la tête et au dos et de brûlures provoquées par le soleil durant son calvaire de 29 jours, a pu retrouver la liberté. Selon le journal, cette opération de sauvetage, la quatrième du genre dans le sultanat au cours des dernières années, entre dans le cadre des efforts du ministère de l'Agriculture et de la Pêche pour la sauvegarde de la faune marine.



PHOTO PC

L'eau d'égout changée en neige peut être soufflée sur les pentes de ski.

De l'eau d'égout dans les canons à neige

Ottawa (CP) — Une firme d'ingénierie d'Ottawa vient de développer un procédé unique de transformation des eaux d'égout en neige. Après des années de luttes avec la bureaucratie ontarienne, Delta Engineering Ltd a décroché sa première vente aux États-Unis.

Le système de canons à neige Delta permet de traiter les eaux d'égout à une fraction des coûts habituels tout en réduisant les problèmes de pollution générés par les usines traditionnelles qui déversent leurs résidus dans les rivières et les lacs.

«Après 15 ans d'effort et de tests couronnés de succès, nous n'avons toujours pas reçu d'approbation en Ontario, a dit le président de Delta, Jeff White. C'est vraiment frustrant. Nous avons décidé de concentrer nos efforts de mise en marché aux États-Unis.»

Moins d'un an après que les tests eurent débuté, un nouveau système de traitement Delta (évalué à 1 million de dollars) a été mis en place au centre de ski Sugar Loaf, dans le Maine, pour y traiter des montagnes de neige. Jusqu'à présent, trois mil-

lions de gallons d'eaux d'égout ont été transformés.

La neige provenant des tests effectués au centre Sugar Loaf n'a jamais été soufflée sur les pentes de ski, mais plutôt dans les secteurs inutilisés. L'année dernière, une étude environnementale de l'État du Maine a révélé que les parcelles de ces amas de neige étaient de 5 à 25 fois plus propres que celles provenant des systèmes de traitement des égouts les plus sophistiqués.

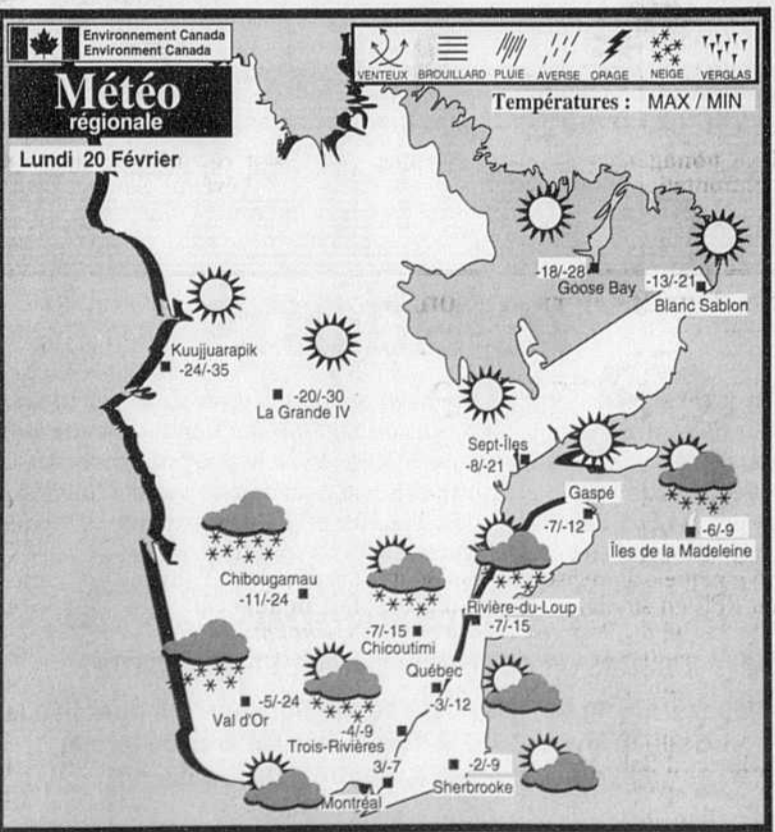
Le système de canons à neige Delta élimine les bactéries et les risques environnementaux dans les eaux usées brutes par un système d'air froid.

La compagnie Delta assure que son système de traitement des égouts est de niveau plus élevé que ce que la plus riche municipalité pourrait se procurer comme système traditionnel. Jeff White affirme que Delta pourrait transformer les eaux usées d'une ville de la dimension d'Edmonton pour 40 % des 500 millions de dollars que doit actuellement déboursier cette ville pour son système conventionnel de traitement secondaire.

LA MÉTÉO

Prévision à long terme pour Montréal

Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
max 3	min -7	max -3	-15/-5	-9/-1



Environnement Canada

Lever6h49
Coucher.....17h28

Prévision à long terme pour Québec

Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
max -3	min -12	max -5	-15/-5	-15/-1

Prévision à long terme pour OTTAWA

Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
max -1	min -8	max -3	-14/-4	-10/0

LE DEVOIR

LE MONDE

La Russie enterre la trêve en Tchétchénie

Moscou prône la paix mais fustige Doudaïev

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Moscou (Reuter) — Le gouvernement russe a assuré hier qu'il recherchait toujours un règlement politique de la crise tchétchéne malgré l'échec des efforts visant à prolonger un cessez-le-feu qui a expiré dans la journée.

Dans un communiqué publié hier soir, le Kremlin déplore la rupture des négociations entre chefs militaires sur la reconduction de la trêve arrivant à terme à 18h00 (15h00 GMT) dans la république séparatiste.

«En dépit de la rupture des pourparlers, les autorités russes continueront comme auparavant à rechercher avec détermination les moyens de régler politiquement la situation en République tchétchéne, de restaurer son économie et de protéger sa population des groupes de bandits», dit le communiqué.

Quelques heures plus tôt, le général Anatoli Koulikov, commandant des forces russes en Tchétchénie, avait jugé inutile de poursuivre les discussions après de nouvelles attaques des forces séparatistes contre l'armée russe samedi à Grozny. «Le commandement militaire unifié a épuisé toutes les voies permettant de mettre fin aux combats et se voit maintenant contraint de prendre des mesures appropriées», avait-il dit.

Le gouvernement et le général Koulikov ont réservé leurs propos les plus belliqueux pour le président tchétchéne en fuite, Djokhar Douaïev, qu'ils ont présenté comme un sadique sans pitié, prêt à sacrifier des milliers de compatriotes pour accomplir les desseins les plus néfastes.

Le gouvernement a exprimé la certitude que les Tchétchénes allaient «enfin comprendre à quel désastre aboutit la politique aventuriste de Douaïev, qui a méprisé son peuple et piétiné ses intérêts pour nourrir ses ambitions politiques» personnelles.

Anatoli Koulikov a accusé les

membres d'un petit cercle entourant Djokhar Douaïev d'être «prêts à détruire des milliers de vies (...) pour assouvir leurs ambitions politiques».

Dans une interview au *Los Angeles Times*, Djokhar Douaïev a de nouveau menacé de lancer sous peu des attaques contre des objectifs militaires dans des villes russes.

Un expert des renseignements militaires russes (GRU) a affirmé à la chaîne de télévision indépendante NTV qu'il détenait la preuve que les Tchétchénes s'étaient activement préparés à la guerre dès le mois d'août dernier.

Un expert a donné des informations encore non confirmées au sujet d'environ 5.000 mercenaires soupçonnés d'avoir combattu pour Djokhar Douaïev. Selon lui, près de la moitié venaient de Géorgie et de la région russe méridionale du Daghestan, 700 d'Afghanistan, 300 de Turquie, 200 des Pays baltes, 150 d'Ukraine et d'autres d'Azerbaïdjan, du Pakistan, d'Arabie saoudite et d'Iran. Il a ajouté que Djokhar Douaïev payait jusqu'à mille dollars par jour les plus expérimentés, en décernant des primes pour chaque véhicule blindé détruit.

Un représentant d'organisation humanitaire ayant vécu des situations de guerre dans plusieurs pays a estimé qu'un cessez-le-feu durable était improbable en Tchétchénie, aucune partie neutre n'étant sur le terrain pour s'interposer. Les combats ont repris à Grozny dimanche soir, peu après l'expiration du cessez-le-feu en vigueur depuis un semaine en Tchétchénie.

Des tirs d'artillerie retentissaient par intermittence en début de soirée dans le sud de la capitale, selon un journaliste de l'AFP. La fréquence de ces tirs, entendus depuis Goulti (10 km au sud de Grozny), était à peu près la même que samedi soir, alors que le cessez-le-feu était encore en vigueur, mais avait déjà été violé à plusieurs reprises, notamment lors d'un sanglant incident entre forces russes et combattants indépendants tchétchénes.

PROCHE-ORIENT

Israël pilonne les islamistes dans le Sud du Liban

Nabatieh (Reuter) — L'artillerie et des avions de combat israéliens ont pilonné des positions tenues par des moudjahidines hier matin dans le sud du Liban, tuant deux civils et un combattant du Hezbollah, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. Une adolescente de 15 ans et un homme ont été tués et cinq civils blessés, dont une fillette de neuf mois, à Kfar Roummane, un village situé au nord de la zone d'occupation israélienne au Liban-sud.

Israël et son allié de l'ALS (Armée du Liban-sud) ont bombardé plusieurs villages de cette zone contrôlés par les moudjahidines. Plus de 100 obus se sont abattus dans le secteur.

Au total, l'aviation israélienne a lancé cinq raids contre les hauteurs de Djabal Safi et de Mlita sur la chaîne de l'Iklim al Toufah, fief du Hezbollah (Parti de Dieu) pro-iranien. Un moudjahidin au moins a été blessé lors des raids aériens.

Ces tirs et raids sont survenus alors

que, un peu plus tôt, des combattants musulmans venaient de tuer un milicien de l'ALS en pilonnant une zone située à l'intérieur de la zone tampon. Un combattant du Hezbollah a été tué par des tirs de représailles, a-t-on précisé de source proche des services de sécurité. Quelques heures après l'intervention de Tsahal, les moudjahidines ont tiré trois roquettes Katioucha contre la ville de Marjayoun, dans la zone de sécurité, et fait exploser une bombe au passage d'une patrouille israélienne, près du village de Teiri. Ces attaques n'ont pas fait de victimes.

Nabih Berri, président du Parlement libanais et dirigeant du mouvement Amal, a déclaré que cette nouvelle intervention de l'armée israélienne visait à faire pression sur le Liban et la Syrie pour qu'ils fassent des concessions dans les pourparlers de paix avec l'Etat hébreu, qui sont au point mort. Il s'agit du septième raid israélien au Liban-sud depuis le début de l'année.

Un an avant l'élection primaire au New Hampshire

Les républicains partent en campagne

Washington (AFP) — Vingt mois avant l'élection de novembre 1996, la course à la succession de Bill Clinton est déjà engagée et les principaux aspirants républicains à la Maison-Blanche se retrouvaient hier soir dans le New Hampshire, théâtre dans un an de la première élection primaire de la campagne présidentielle américaine. Le coup d'envoi officiel de la campagne était donné à Manchester, capitale du New Hampshire, à l'occasion d'un dîner qui, pour la première fois, regroupait la demi-douzaine de républicains ayant déjà manifesté leur volonté d'accéder à la présidence des Etats-Unis.

Devaient être présents le leader de la majorité au Sénat Bob Dole, sénateur du Kansas, qui à l'heure actuelle fait figure de favori, et le sénateur du Texas Phil Gramm, qui passe pour son rival principal et qui doit officiellement annoncer sa candidature vendredi. A leurs côtés devaient se trouver deux autres sénateurs, Arlen Specter (Pennsylvanie) et Richard Lugar (Indiana), un ancien gouverneur du Tennessee, Lamar Alexander, et un journaliste ultra-conservateur, Patrick Buchanan, qui avait dé-

fié le président George Bush en 1992 et avait obtenu 37 % des suffrages dans la primaire du New Hampshire.

Plusieurs raisons expliquent ce départ anticipé de la campagne. D'abord, le démocrate Bill Clinton n'est pas le plus populaire des présidents et après leur triomphe aux élections législatives de novembre dernier qui les ont vus gagner la majorité des deux chambres du Congrès, les Républicains se sentent le vent en poupe et se voient bien placés pour reconquérir la Maison-Blanche. Ensuite, le calendrier des élections primaires 1996 est tel que tout sera joué en quelque 44 jours: entre les «caucuses» de l'Iowa, le 12 février, et l'élection primaire de Californie le 26 mars, les deux tiers des délégués à la convention qui désignera le candidat à la présidence du «Grand Old Party» auront été choisis.

Auparavant, un calendrier plus étalé offrait la possibilité à un candidat peu connu, comme Jimmy Carter en 1976, de remporter une victoire surprise dans le New Hampshire puis de capitaliser sur ce succès au fil des semaines pour engranger des fonds électoraux et renforcer son organisation au fur et à mesure que se poursuivait la campagne.

Belgrade rejette les conditions d'une levée des sanctions
Les Serbes de Bosnie menacent de nouveau d'étrangler Sarajevo

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Belgrade (AFP) — Le président serbe Slobodan Milosevic a virtuellement rejeté l'idée d'une reconnaissance des ex-républiques yougoslaves en échange d'une suspension des sanctions imposées à son pays, a indiqué hier soir le ministre yougoslave des Affaires étrangères, M. Vladislav Jovanovic.

Belgrade «sera prêt à reconnaître en tant qu'Etats indépendants, les républiques ayant fait sécession une fois que l'on aura trouvé une solution politique aux problèmes créés par leur séparation unilatérale et illégale de la Yougoslavie», a déclaré M. Jovanovic, cité par l'agence Tanjug.

«Elles ont besoin de notre reconnaissance, nous n'avons pas besoin de la leur, mais elles doivent nous reconnaître les mêmes droits que ceux qu'elles se sont arrogés», a-t-il dit à l'issue des entretiens de M. Milosevic avec le ministre russe des Affaires étrangères Andreï Kozirev.

Les pays membres du Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne) ont proposé mardi dernier, à l'initiative de la France, un plan global de règlement de la crise dans l'ex-Yougoslavie, prévoyant une suspension des sanctions contre Belgrade en échange de sa reconnaissance de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine.

Andreï Kozirev et Slobodan Milosevic se sont rencontrés samedi dans le nord de la Serbie, pour discuter d'une proposition du «Groupe de contact» prévoyant une suspension des sanctions internationales contre la Serbie en échange de la reconnaissance officielle de la Bosnie et de la Croatie.

M. Kozirev, a quitté Belgrade sans rien dire de sa mission qui visait à obtenir le soutien du président serbe Slobodan Milosevic au plan de paix élaboré par les pays du «Groupe de contact».

Cependant, les deux hommes sont convenus que la levée des sanctions était une première primordiale et essentielle en vue d'un règlement du conflit, a rapporté hier l'agence de presse de Belgrade Tanjug en citant un communiqué officiel. Ils ont expliqué que les sanctions entravaient les efforts de paix et compliquaient la crise, selon Tanjug.

Slobodan Milosevic pourrait être confronté à une

grave crise intérieure s'il coupait les liens avec les minorités serbes de Croatie et de Bosnie, abandonnant le rêve d'une «Grande Serbie».

Andreï Kozirev, dont le pays est l'allié international le plus proche de la Serbie, a déclaré dernièrement que le dirigeant serbe ne devait pas être placé dos au mur.

Le «Groupe de contact» redoute une aggravation du conflit à la fin de la trêve en Bosnie et après le départ de Croatie des casques bleus, qui ont été expulsés par Zagreb. Le délégué américain du Groupe de contact, Robert Frasure, est attendu aujourd'hui à Belgrade aujourd'hui pour discuter du dernier plan de paix avec le président serbe, aux côtés de son homologue russe, Alexander Zlotov.

Les forces serbes encerclant Sarajevo ont menacé d'isoler une nouvelle fois la capitale bosniaque si les forces gouvernementales ne respectent pas le cessez-le-feu en vigueur, a-t-on appris hier auprès de la Force de Protection des Nations-Unies (FORPRONU).

La menace, contenue dans une note de protestation émanant des autorités serbes à Pale, fait suite à un incident samedi dans la banlieue de Sarajevo lorsque les forces gouvernementales ont abattu deux serbes, dont un policier, qui se trouvaient à proximité de la ligne de confrontation. En représailles, les serbes ont tiré deux obus de mortiers

sur Hrasnica, une banlieue musulmane proche de l'aéroport, sans faire de blessés.

Le colonel Gary Coward, porte-parole de la FORPRONU, a indiqué que les serbes avaient établi «un lien» entre le respect par la partie bosniaque du cessez-le-feu en vigueur depuis le 24 décembre et leur propre engagement à laisser les habitants de la capitale utiliser une route traversant l'aéroport pour gagner la Bosnie centrale, ainsi que l'utilisation même de l'aéroport par la FORPRONU.

La réouverture de la route traversant l'aéroport est intervenue au début du mois de février et depuis lors des milliers d'habitants de Sarajevo ont profité pour quitter plus facilement la ville assiégée ou faire des achats en territoire contrôlé par la fédération croato-musulmane.

Par ailleurs, des sources militaires à Sarajevo et en Allemagne ont révélé hier que le commandant des casques bleus en Bosnie-Herzégovine, le général britannique Rupert Smith, participe avec de hauts responsables de l'OTAN en Europe à des exercices de simulation d'évacuation de la force de l'ONU de l'ex-Yougoslavie.

La Croatie a demandé le départ des soldats de la FORPRONU après l'expiration de leur mandat, le 31 mars, tandis que plusieurs pays ont indiqué que si l'embargo sur les armes était levé, ils retireraient leurs contingents de Bosnie.

Nouveaux combats interbosniaques autour de Bihac

Sarajevo (Reuter) — Les forces gouvernementales bosniaques et les rebelles musulmans de Fikret Abdic se sont affrontés hier à l'arme lourde dans l'enclave de Bihac, dans le nord-ouest de la Bosnie, ont rapporté les Nations unies. Les combats ont baissé d'intensité dans l'après-midi, a annoncé la FORPRONU.

Dans le même temps, des commandants serbes bosniaques et croates ont refusé de participer à une réunion organisée sous les auspices de l'ONU dans le centre de la Bosnie pour étudier la possibilité de prolonger le cessez-le-feu.

La veille, des officiers gouvernementaux avaient refusé de participer à une réunion avec

des Serbes. Le cessez-le-feu, prévu pour quatre mois, tient plus ou moins depuis le 1er janvier mais des tensions se multiplient.

A Bihac, où la «guerre dans la guerre» fait rage depuis plusieurs semaines en dépit d'un cessez-le-feu global en Bosnie, les forces musulmanes rivales ont échangé des tirs de mortiers samedi et dimanche matin à l'est de Velika Kladusa, bastion de Fikret Abdic, un homme d'affaires ayant rejoint les Serbes.

«Ils se battent pour gagner du terrain mais nous n'avons pas observé une modification des lignes de confrontation ni de succès significatifs», a déclaré un porte-parole de l'ONU à Sarajevo, le lieutenant-colonel Gary Coward.

MEXIQUE

Une manifestation tourne à l'affrontement violent au Chiapas

San Cristobal de las Casas (Reuter) — Une dizaine de personnes ont été blessées hier à San Cristobal de las Casas au cours d'acrochages entre partisans et adversaires de l'évêque Samuel Ruiz, qui exerce une médiation dans le conflit du Chiapas (sud du Mexique).

Plusieurs coups de feu ont été tirés en l'air pendant des incidents que la police a laissé se prolonger plus de deux heures avant d'intervenir, alors qu'elle était sur place dès le début, ont rapporté des témoins. Les affrontements ont éclaté sur la place de la cathédrale de San Cristobal, où quelque 500 manifestants munis de banderoles exigeant la démission de Samuel Ruiz ont été stoppés par des partisans de l'évêque répartis autour de l'édifice.

Les adversaires de Samuel Ruiz, qui le jugent de parti pris en faveur des rebelles indiens, ont criblé la cathédrale de pierres, d'œufs et de morceaux de bois, selon les témoins. L'évêque a été présenté comme un allié des rebelles de l'Armée zapatiste

de libération nationale (EZLN) par des éléments de celle-ci arrêtés dans le cadre de l'offensive que l'armée nationale a engagée le 9 février pour en capturer les dirigeants. Les gouvernements ont pris le contrôle d'une grande partie de l'est du Chiapas tenu précédemment par l'EZLN.

Qualifié d'instigateur de la rébellion par les propriétaires terriens et les «coletos» (habitants du Chiapas de souche non indienne), Samuel Ruiz joue un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution négociée de la crise, avec l'aval du président Ernesto Zedillo.

Ce dernier a proposé une amnistie aux zapatistes qui déposent les armes et poursuit des pourparlers de paix par l'entremise de Samuel Ruiz et d'une commission nationale de médiation. Mais il attend toujours une réponse des insurgés, dont la plupart descendent des anciens Mayas. Plusieurs leaders zapatistes ont été arrêtés, mais leur chef, le sous-commandant Marcos, est toujours dans la clandestinité.



PHOTO AP

Une nonagénaire au foulard ensanglanté est réconfortée après une confrontation entre partisans et adversaires de l'évêque Samuel Ruiz

Confronté à l'effritement de sa cote dans les derniers sondages

Balladur contre-attaque

HÉLENE FONTANAUD
REUTER

Paris — Confronté à un effritement de sa cote dans les sondages et à l'intensification de la campagne de Jacques Chirac, Edouard Balladur a contre-attaqué dimanche en affirmant être «le meilleur pour garantir la paix sociale» dans une France «en meilleur état» qu'il y a deux ans.

«Les choses étant ce qu'elles sont, et si elles le restent, je crois que tous les autres échangeaient bien leurs sondages avec les miens», a affirmé le Premier ministre-candidat, invité du journal de 20h00 sur France-2.

Selon un sondage IFOP effectué pour *Libération* les 13 et 14 février auprès de 1201 personnes et qui sera publié aujourd'hui, Edouard Balladur arriverait en tête au premier tour de la présidentielle avec 25% des suffrages devant le socialiste Lionel Jospin — 21% — et Jacques Chirac — 18%. Raymond Barre obtiendrait 5,5% des voix.

Un sondage du même institut effectué pour le *Journal du Dimanche* révélait une chute de neuf points en un mois de la cote de popularité du chef du gouvernement.

Edouard Balladur a joué la sérénité en disant ne jamais avoir «cru à des résultats hyperboliques» pour la présidentielle. «Les choses se re-

classent et se reclassent tout à fait normalement», a-t-il dit en ajoutant qu'il croyait à la présence de Lionel Jospin au second tour.

S'il a souhaité que la campagne ne prenne pas un «tour venimeux», le premier ministre-candidat a rappelé à l'adresse des chiraquiens que la majorité RPR-UDF avait «déjà perdu deux élections présidentielles» à cause de ses divisions. «J'aimerais bien qu'on ne perde pas une troisième fois», a-t-il ajouté.

«Égocentrisme» balladurien ?

Sur le fond, Edouard Balladur a estimé n'avoir pas entendu chez ses rivaux de la majorité «la description d'une société fondamentalement différente» de celle qu'il propose.

«Moi je dis que le verre est à moitié plein et d'autres disent qu'il est à moitié vide. Mais c'est la même situation», a-t-il poursuivi.

Il a revendiqué le bilan de son gouvernement, que ses adversaires chiraquiens ne souhaiteraient pas voir utilisé dans la campagne: «S'il était mauvais tout le monde en parlerait».

Jacques Chirac et l'un des principaux piliers de sa campagne, Philippe Séguin, avaient auparavant tenté de parer la contre-attaque.

Dans une interview au *Journal du Dimanche*, le maire de Paris a souligné que son discours «fondateur»

de vendredi soir «n'était dirigé contre personne».

«Je ne veux entrer dans aucune polémique», a précisé l'ex-président du RPR en soulignant que son projet et celui du Premier ministre reflètent «deux visions différentes».

Invité dimanche soir de 7/7, sur TF1, Philippe Séguin a fustigé l'«égocentrisme» des partisans d'Edouard Balladur en réclamant le droit de «parler de la France de demain dans des termes différents» de ceux du Premier ministre.

Le président RPR de l'Assemblée a dénoncé ceux qui «cherchent à faire accroire que cette élection est une sorte de référendum pour ou contre le bilan d'Edouard Balladur».

La prudence de Monory

Il a également souligné que «c'est à Edouard Balladur qu'il faut demander la justification de sa candidature car Chirac était candidat avant lui». «De toute éternité on savait que Jacques Chirac serait candidat. Ce n'est pas à lui de se justifier», a-t-il dit.

Sans attendre l'intervention du Premier ministre sur France-2, les balladuriens avaient déclenché un véritable tir de barrage contre Jacques Chirac après le meeting de la Porte de Versailles qui avait réuni plus de 15 000 personnes.

Le plus virulent a sans conteste

été le ministre RPR de la Coopération, Bernard Debré. «Avant-hier Chirac a trahi Chaban, hier Giscard, aujourd'hui le gaullisme, ça fait beaucoup», a-t-il déclaré au *Journal du Dimanche*.

Le président UDF-CDS du Sénat, René Monory, qui s'est dit «inquiet de l'agressivité réciproque de la campagne», a tiré de cette crispation des camps balladurien et chiraquien la conclusion qu'il fallait rester prudemment neutre.

Invité de l'*Heure de Vérité*, sur France-2, il a dit voir de «bonnes choses» dans les projets concurrents de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur. Il a aussi souhaité que Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, dont la majorité des composantes ont rallié le camp balladurien, ne soit pas candidat.

Quant au candidat socialiste, Lionel Jospin, il a effectué samedi son premier déplacement de campagne dans l'Yonne et a estimé que, depuis son entrée en campagne, «par rapport à la chronique d'une victoire annoncée» - celle d'Edouard Balladur - «les choses bougent».

Hier, il a rencontré à Toulouse le président des radicaux de gauche, Jean-François Hory. Radical doit dire dimanche prochain s'il présentera son propre candidat ou s'il appellera à soutenir le candidat socialiste pour ne pas obérer ses chances de parvenir au second tour.

É D I T O R I A L

Le remue-méninges régional

Gilles Lesage

De la Gaspésie à la Mauricie, en passant par la Côte-Nord, l'Abitibi et la capitale, nul thème n'est plus présent que celui des régions, de leur pouvoir et de leurs pouvoirs, dans les commissions itinérantes sur l'avenir du Québec. Ainsi, à Amqui, on émet l'idée d'une forme de péréquation vers les communautés locales et régionales les moins favorisées, et celle de préfets-députés élus au suffrage universel. À La Tuque, les représentants municipaux et scolaires font état de la nécessité d'une décentralisation des responsabilités, accompagnée des ressources correspondantes. Et Québec réclame toujours à hauts cris un statut privilégié de capitale nationale.

Il était à prévoir que l'on profiterait abondamment de ces tribunes privilégiées pour faire valoir toutes sortes de propositions et de projets, certains fort éloignés de l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec. Un peu comme lors des audiences publiques de la Commission Bélanger-Campeau, il y a quatre ans, nombreux sont les citoyens qui rappellent avec éloquence que le partage des compétences et des ressources ne concerne pas uniquement Ottawa et Québec, mais aussi les régions, les municipalités, les commissions scolaires et les organismes de concertation qui émaillent le territoire. Quel que soit le statut du Québec après le référendum, cette question restera centrale et ne pourra plus être éludée.

Le gouvernement en est bien conscient, qui écrit en toutes lettres dans son avant-projet: «La constitution (du Québec) prévoira la décentralisation de pouvoirs spécifiques aux instances locales et régionales, ainsi que des ressources fiscales et financières adéquates pour leur exercice.» Plus vite dit que fait. Le *Guide de participation* précise: «Le rapatriement des pouvoirs fédéraux permettra de procéder à une véritable décentralisation en faveur des instances locales et régionales. La nature de cette décentralisation sera discutée avec les principaux intéressés et les grandes lignes en seront inscrites dans la constitution.»

Mais encore? À l'heure où Ottawa s'apprête à restreindre ses interventions, sans pour autant transférer des ressources, qu'il n'a d'ailleurs plus, la décentralisation est à la mode. Après le prochain budget fédéral, plus personne ne va parler de *statu quo* au Canada, a lancé le ministre André Ouellet mercredi dernier. Il évoque la nécessité pour Ottawa de déléguer le développement régional et de limiter son pouvoir de dépenser pour mieux se consacrer à ses missions essentielles. Nécessité fait loi et impose la vertu.

À l'heure où le Québec — le mauvais exemple entraînant — se décharge à son tour de responsabilités, sans transférer de l'argent, la décentralisation que l'on fait miroiter, d'une capitale à l'autre, n'est-elle pas une dangereuse illusion pour les régions affamées de pouvoir?

Un document de références pour les commissions régionales fournit des pistes précieuses. L'accession à la souveraineté devra nécessairement s'accompagner d'une décentralisation, y lit-on, si l'on veut éviter que le Québec devienne un État très centralisé. C'est le souhait traduit par les représentants entendus par la Commission Bélanger-Campeau et ce, doit-on ajouter, quel que soit le statut éventuel du Québec. Le gouvernement devrait nécessairement décentraliser certaines responsabilités, de manière à rapprocher l'administration des administrés. Les pouvoirs qu'on souhaite voir décentraliser concernent surtout la santé et les services sociaux, l'éducation, l'environnement, le développement économique et la fiscalité. Comme il y a quatre ans, on réclame aussi une reconnaissance formelle des municipalités et des régions, afin d'assurer leur stabilité et leur pérennité.

Après avoir défini la décentralisation et les notions complémentaires de déconcentration, de relocalisation et de régionalisation, le document d'appoint soulève des questions pertinentes. Il laisse entrevoir dans quelle direction le gouvernement actuel s'oriente, reprenant en quelque sorte «le choix des

régions» qu'il avait entrepris il y a une quinzaine d'années, durant son mandat précédent. À titre d'exemple, le document préparé par le Secrétariat national des commissions signale que le modèle généralement adopté ailleurs est celui d'une attribution de responsabilités par palier territorial (municipalité, MRC, région) plutôt que par secteur (éducation, santé). Les compétences sont attribuées au niveau de celui est le plus apte à gérer ces charges publiques.

D'autre part, signale-t-on, dans la très grande majorité des pays occidentaux, il existe, entre le gouvernement central et le palier municipal, au moins un niveau intermédiaire de gouvernement élu au suffrage universel direct. De plus, dans les pays nordiques européens, dont les populations sont comparables à celle du Québec, le nombre de municipalités est beaucoup plus restreint; par conséquent, le bassin de population desservi est plus important. Finalement, les instances ainsi décentralisées bénéficient toutes de sources de financement autonomes (sources exclusives de taxation) ou partagées (impôt sur le revenu) ou déléguées par l'État.

Des municipalités aux commissions scolaires, en passant par les chambres de commerce et les organismes régionaux de concertation et de développement, à peu près tout le monde parle de décentralisation. Un jour, c'est le premier ministre qui décrète la fin du «mur à mur» et prétend en être revenu du jacobinisme à outrance d'il y a 30 ans. À l'entendre, on en serait désormais à l'ère du sur-mesure, qui permet notamment de sauvegarder l'école du village, de laisser les Gaspésiens et les Abitibiens maîtres de leurs choix sans que les décisions leur soient imposées par dieu-le-père-qui-est-à-Québec. Fi désormais des normes décrétées par des technocrates isolés dans les tours d'ivoire et les bunkers ministériels, laissent entendre de nombreux politiciens.

Ces discours enflammés, ces envolées lyriques en font rêver plus d'un. Sont-ils réalistes, sont-elles fondées? C'est de pouvoir dont il s'agit, comme l'a rappelé le président de Solidarité rurale, lundi dernier. Cela implique des changements tellement profonds dans les mentalités qu'il faut prendre le temps d'en discuter de façon adéquate, a souligné Jacques Proulx. Sinon, on court le risque de se retrouver avec une coquille vide et, sous le couvert de la décentralisation, l'État centralisera encore plus... «Pour le pouvoir établi, en haut, ça va demander beaucoup de générosité que d'entériner une véritable décentralisation.»

On ne saurait mieux dire. Pour que le remue-méninges en cours ait quelque chance de réussite sur ce plan, il faudra que des consensus se dégagent et que des balises solides soient établies. Ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle. Par exemple, les orientations des deux unions municipales sont différentes, pour ne pas dire divergentes, sur bien des plans, aussi bien entre elles que parmi leurs membres. Ainsi, alors que Montréal attend toujours le nouveau «pacte fiscal» promis en campagne électorale, Québec rêve d'un statut et d'équipements qui en feraient la Genève de l'Amérique, comme la célébrait Gil Remillard il y a dix ans...

Pas de sur-mesure régional et local sans compétence correspondante. Mais pas de pouvoir sans argent pour l'exercer. Or, comme tout le monde le sait et l'éprouvera durement avec les prochains budgets, le fric qui fait cruellement défaut à Ottawa n'est pas plus abondant à Québec. Commissions itinérantes ou non, référendum ou non, ce n'est pas demain que le gouvernement va faire chez lui ce qu'il réclame de l'autre capitale. Le Québec des régions? À peine un embryon.

LETTRES

Un rappel nécessaire...

Je lis avec beaucoup d'intérêt la série d'articles que vous écrivez présentement sur les camps de concentration nazis. Vous y avez mentionné à date (trois articles) à peu près tous les groupes qui y furent enfermés et traités avec le mépris et la violence les plus extrêmes. Pourtant, vous ne parlez jamais de la situation des gais (des personnes homosexuelles), ce qui me laisse croire que vous ne développerez pas ce thème dans cette série d'articles.

Et pourtant, si on se fie au livre de Jean Boisson, *Le Triangle rose. La Déportation des homosexuels (1933-1945)*, publié chez Robert Lafont en 1988, il semble qu'au moins un million de personnes homosexuelles furent éliminées par les purges nazies et périrent dans des conditions au moins aussi atroces que celles des Juifs ou des Tziganes. Mais, enfin, à cause du tabou à l'égard de ce groupe qui existait encore en Europe et ailleurs après la guerre et la difficulté des gais de sortir de la clandestinité, ce phénomène n'a jamais pu être médiatisé ni reconnu comme il le méritait. Et ça continue... Ce qui ne donne

que plus de valeur à la citation que Jean Boisson met en exergue dans l'avant-propos de son livre et qu'il emprunte à R.L. Stevenson: «Un silence peut être parfois le plus cruel des mensonges». Je suppose que ce sera pour le quatrième article... ou pour plus tard.
Jacques Beausoleil
Montréal, 19 janvier 1995

Profil humain de Mgr Turcotte

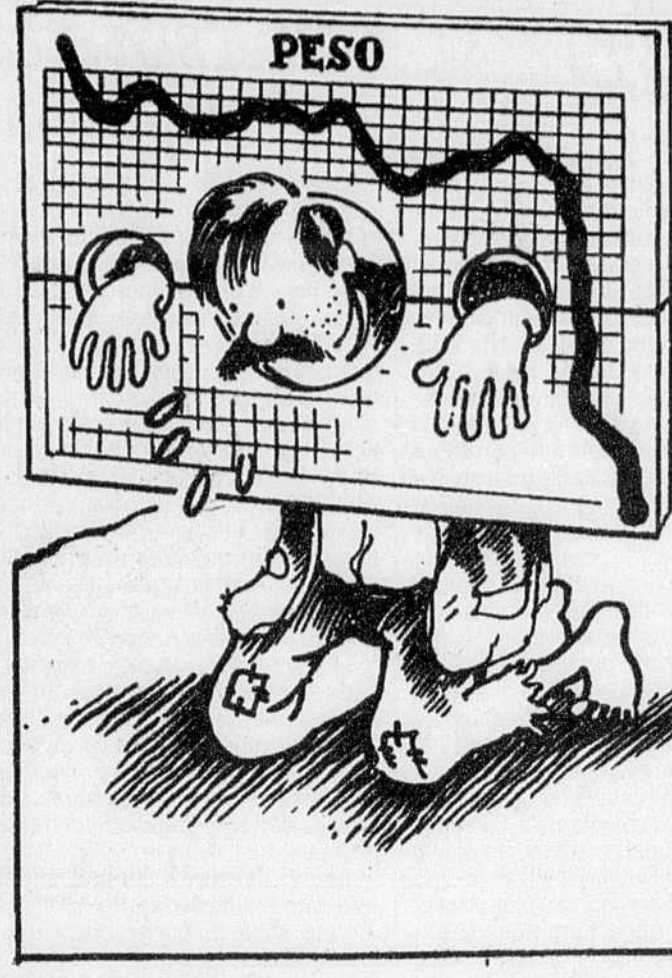
Fameux! votre article sur Jean-Claude Turcotte «Le cardinal postmoderne». (*Le Devoir*, lundi 23 janvier 1995).

Le journaliste Stéphane Baillargeon nous a bien donné le profil humain de Jean-Claude Turcotte, cet homme simple, humble et grand à la fois de par ses œuvres. Nous avons besoin d'exemples d'hommes qui savent se tenir debout pour que nous sachions nous tenir debout à notre tour.

Jean-Claude Turcotte est un excellent exemple!
Merci au journal *Le Devoir* et au journaliste Stéphane Baillargeon.
Lise Madore
Denise Madore
13 février 1995

Pénible et incompréhensible

Je dois dire, d'abord, que je ne fréquente pas beaucoup les membres des Chambres de commerce de Laval, du Québec et d'ailleurs. Le commerce n'étant pas ma première préoccupation. Cependant je peux difficilement laisser passer sans protester, une absurdité aussi énorme que la troisième question référendaire que nous propose la Chambre de commerce du Québec, laquelle se lit comme suit ou à peu près: «Êtes-vous en faveur du retrait complet et immédiat du gouvernement fédéral, avec compensation financière, des champs de juridiction déjà attribués aux provinces?» Si le gouvernement fédéral passe outre aux juridictions qui lui sont accordées et qu'il empiète sur celles des provinces, ce problème ne doit pas être réglé par un référendum mais plutôt devant les tribunaux. Je m'étonne de penser que la Chambre de commerce force le fédéral à avouer aussi illégalement qu'il agit illégalement. Est-ce une façon déguisée de démontrer que l'illégalité en haut lieu est une pure question de commerce? Dégoûtant.
Gilles Dérome
Laval, 9 février 1995



Plantu

LE MONDE

SFMOMA



LISE
BISSONNETTE

J'aurai passé plus d'heures dans les avions et les aéroports que sur le sol de San Francisco effleuré pour une autre conférence ou deviser Québec/Canada, mais j'en aurais consenti le double pour l'effet secondaire du voyage: le privilège de visiter, moins d'un mois après son inauguration, la nouvelle maison du San Francisco Museum of Modern Art, qui fait rêver de par le monde les amoureux de l'art contemporain, la plupart transis de pauvreté.

Oublions un instant l'objet de l'émotion, le fabuleux immeuble conçu par l'architecte suisse Mario Botta, avec sa coiffe en cylindre tronqué et incliné qui fera désormais concurrence aux trams et à l'affreux Fisherman's Wharf comme signature touristique de la ville. Le SFMOMA, qui en Amérique du Nord ne le cède en importance qu'à son homologue de New York, est d'abord une Mecque de l'art d'aujourd'hui. Même sur 50 000 pieds carrés, les expositions inaugurales ne livrent qu'une infime fraction des 17 000 œuvres rassemblées depuis soixante ans par une institution aux fondateurs visionnaires. Dans un avant-guerre où les collectionneurs montréalais se croyaient radicaux en achetant des post-sous-impresionnistes, le musée de San Francisco accueillait les cubistes, les surréalistes, Dada, et les premiers solos des expressionnistes abstraits qui allaient dominer l'art américain et international des années cinquante, dont Jackson Pollock.

Un brin condescendant, l'article que *Le Monde* consacrait le 4 février au nouveau SFMOMA voyait pourtant des «trous» dans la collection. Sans doute. Mais tout dépend du point de vue du regardeur qui ne saurait être toujours Paris, centre de l'univers. Sur la côte ouest, loin des grands lieux de création, ce musée à tout au long de son existence fait montre d'un sûr instinct d'acquisition. Une bienfaitrice du Musée, Elise S. Haas, lui a fait don très tôt d'œuvres encore considérées révolutionnaires en Europe, dont des Matisse qui avaient appartenu à Michael Stein, le frère de la célèbre Gertrude Stein, la Californienne qui consacra à même sa fortune la va-

leur du cubisme à Paris. Les salles tout à fait contemporaines, bien que de contenu très prévisible comme elles le sont partout dans le monde, sont d'une rare mesure. Ici, par exemple, on trouve encore l'argent pour acheter un Anselm Kiefer de quatre mètres par six — une allégorie sur la télévision à travers une réflexion sur le mythe d'Isis et d'Osiris — plutôt qu'une œuvre mineure destinée à la rester, même signée d'un grand nom.

Tout cela pour vous dire que c'était le bonheur, cette promenade dans des salles parfaites, où les planchers d'ébène atténuent la blancheur clinique et obligée des grands espaces, où la lumière à la qualité de l'horizon maritime de la ville. Mieux: il y avait du monde. Plein de monde mais sans cohue, par quelque miracle malgré les files qui s'allongent tout le jour à l'entrée. J'aurais voulu ramener des images de ce public curieux, intéressé; elles auraient remonté le moral de plusieurs qui sombrent aujourd'hui dans la dépression collective en réfléchissant sur l'incommunicabilité entre l'artiste contemporain et son public.

Bien sûr, il faut faire la part du nouvel édifice. Un coup de génie que les cinq étages disposés chacun à leur façon autour d'un escalier monumental en granite strié, immédiatement devenu atrium et piazza, comme l'a voulu l'architecte. La rampe semi-transparente qui traverse le dernier étage, et qui donne juste un peu le vertige, fascine autant à l'intérieur que le cylindre à l'extérieur. À force de surprises, d'ouvertures inattendues sur de nouvelles perspectives, le lieu a tendance à écraser son contenu, un peu comme le Musée d'Orsay, si chargé des détails spectaculaires de l'ancienne gare qui l'abrite. C'est que le SFMOMA a voulu être en soi une œuvre d'art (de 65

millions \$ US, rêvons ensemble) et un sujet de fierté pour la communauté qui l'a payé, entièrement par des campagnes de financement. Mais dans trois mois ou moins, quand tout San Francisco y aura mis les pieds une ou deux fois, les files à l'entrée ne seront sans doute qu'un souvenir.

En observant avec envie ces visiteurs animés, j'ai été toutefois frappée par une sorte d'effet d'étages, accentué par le design des lieux. Au premier, au deuxième et au cinquième, où on retrouve la collection moderne et contemporaine dominée naturellement par la peinture, la sculpture, et les médias mixtes, les conversations languissent, une perplexité respectueuse ou intimidée fait des silences, à moins qu'on s'agglutine quand arrive un groupe en visite guidée, avec une cheffaine qui expose brièvement les repères: ici les fauves, là les surréalistes, plus loin le mouvement dit du Blaue Reiter. On l'écoute et on passe.

Mais au troisième et au quatrième, réservés à la photographie que le musée de San Francisco a été l'un des premiers à consacrer comme art dès les années quarante, l'intérêt devient intense, quasiment palpable. Plus besoin de guide pour stimuler la discussion. Et c'est ma propre perplexité qui augmente, devant cette séduction soudain si facile.

Loin de moi l'idée de nier à la photo son intégration à l'art contemporain: je recevrais vingt thèses par la tête, sans compter l'opprobre d'un ami éclairé qui en collectionne. Il m'est arrivé souvent d'être touchée par ces regards en direct, surtout quand l'artiste y intervient, les déformant, les tordant, les retouchant pour nous proposer d'autres révélations. Mais je crains comme la peste l'effet Benetton, la photo contemporaine pseudo-philosophique, proche parente de la pop-psychologie télévisée. Il y a de cela, beaucoup, dans ces salles, à travers les chefs-d'œuvre. Une affiche annonce que la photo sera un accent principal du SFMOMA dans l'avenir. J'ai l'impression qu'il continuera à attirer du monde. J'ai un pincement au cœur, et je cours me consoler à l'ombre du grand Kiefer. Elle est bien perverse et universelle, la dictature des indices de fréquentation.

À PROPOS

... d'aide aux étudiants

Cette année encore, les nouvelles règles sur l'aide financière aux étudiants ont été adoptées et mises en vigueur de façon tardive et sans aucune publication préalable. Or, les modifications annoncées par le ministère de l'Éducation signifiaient des pertes d'avantages pour de nombreux étudiants, notamment une hausse d'endettement pour ceux d'entre eux qui effectuent un retour aux études ou qui doivent aller chercher à l'extérieur du

Québec une formation qui n'est pas disponible chez nous. En procédant ainsi, le ministère va nettement à l'encontre de son obligation d'agir avec transparence et de respecter le droit pour le client d'être avisé d'une situation qui le concerne, d'être consulté et d'exprimer son point de vue.

Protecteur du citoyen, Rapport annuel, 1994

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

IDÉES

Enseignement religieux et antiracisme

Le défi d'ouvrir les horizons intellectuels dans un esprit de tolérance

AHMED MEZOURI

Spécialiste en immigration et relations interethniques

La décision du ministre de l'Éducation en France, François Bayrou, d'interdire le port du voile dans les écoles publiques françaises fut catégorique. Dès son application, plus d'une trentaine de filles d'origine musulmane, l'ayant apparemment refusée, furent expulsées de l'école.

Dès le déclenchement de cet événement, un nombre important de musulmans vivant en France se mobilisèrent pour revendiquer la création d'écoles musulmanes séparées.

D'ailleurs, en optant pour l'expulsion, le ministre s'est trompé complètement de cible, car derrière le voile couve une éducation religieuse profonde dont ce dernier n'est que le symbole et la partie apparente de l'iceberg. Et même si les filles expulsées avaient accepté de ne plus porter le voile, rien n'aurait changé à leur croyance en l'islam.

Cette nouvelle croisade politique qui paraît vouloir défendre et faire respecter le principe de laïcisation de l'éducation en France vise tout bonnement la préservation de «l'identité française».

A l'heure de la montée de l'islam en France dans la population jeune maghrébine, le port du voile paraît menaçant pour la société française. Autant que les stéréotypes d'un islam «terroriste» et «antiféministe» qui n'ont fait, avec les événements sanglants en Algérie, qu'exacerber cette situation alarmante.

Pourtant, la vraie menace de cette société provient du chômage et du rejet auquel toute une génération de jeunes Maghrébines (appelés Beurs) et des laissés-pour-compte font face. N'est-il pas plus raisonnable, face à cette situation, de créer une politique d'antiracisme, d'équité ethnoculturelle et d'équité d'emploi?

Il n'en demeure pas moins que la décision du ministre

constitue un geste délibéré de marginalisation et de refus d'intégration des étudiantes de religion musulmane dans la société française au profit de ghettos religieux musulmans en constitution.

Il aurait fallu, contrairement à la décision prise, contribuer à leur intégration suivant un programme structuré d'enseignement religieux basé sur le dialogue interreligieux. Une telle initiative n'aurait-elle pas répondu aux principes d'une France qui se veut fraternelle, égalitaire et libérale?

A Montréal, des incidents sporadiques sur l'interdiction du port du voile dans quelques écoles publiques déclenchèrent, dès leur apparition, un tollé de protestations rappelant au respect de l'interculturalisme et du multiculturalisme. D'ailleurs, une décision semblable à celle du ministre français, au Canada (jusqu'à preuve du contraire), aurait contredit sinon fait avorter tous les efforts déployés jusqu'à maintenant en faveur d'une société de tolérance religieuse et culturelle.

Toutefois, il ne faut pas seurrer, car ces incidents que l'on ne fait qu'endormir, par des piqûres de multiculturalisme et d'interculturalisme, risquent de surgir à tout moment si jamais on n'établit pas un enseignement religieux antiraciste dans les écoles publiques ouvertes aux cultures pluralistes.

Un enseignement religieux, faut-il le rappeler, est déjà dispensé dans les écoles de confession catholique et protestante. Mais enseigné dans un esprit typiquement moraliste, il est loin de promouvoir l'altérité à l'éducation et la pluralité culturelle.

A première vue, les cultures et les religions dans les écoles publiques paraissent incompatibles à la cohabitation. Il suffit simplement d'évoquer la place de Jésus, à titre d'exemple, dans les trois livres sacrés: Bible, Coran et Thora. Imaginons les débats qu'un tel sujet pourrait produire entre trois élèves des trois religions évoquées.

Comment pourrait-on alors rendre compatibles reli-

gion et pluralisme culturel dans une école publique, havre de tolérance et de croyances diverses?

D'abord, le contenu d'un enseignement des religions devrait les décrire comme un système de croyances qui s'expriment par des symboles et des manières de voir le monde, et les situer dans un cadre de sciences sociales afin de dégager les principales traditions propres à chacune d'entre elles dans un contexte historique et géographique approprié.

L'enseignante ou l'enseignant qui le dispenserait devrait être d'esprit ouvert, flexible et modérateur, car le moindre semblant de préjugé de sa part sur une des religions enseignées pourrait choquer les élèves qui y appartiennent et créerait des animosités capables de susciter des tensions au sein de la classe.

Enfin, un tel enseignement devrait expliquer la vraie signification des schèmes et des symboles que les religions véhiculent dans la vie quotidienne des élèves.

A l'antipode d'un enseignement religieux classique dont le but principal est de confiner l'élève, de façon chauvine, dans l'étroitesse de sa religion, il faudrait substituer un enseignement religieux de type culturel. Ce dernier aidera l'élève à relativiser la «supériorité» de sa religion, s'informer des autres pour finalement leur accorder la même importance que la sienne. Le plus important dans cette approche est de faire connaître les fonctions des religions dans les cultures, les sociétés et la vie des individus.

Les problèmes que soulèvent l'appartenance religieuse dans les écoles publiques avec tous les effets négatifs du racisme qu'elle engendre obligent ces écoles à initier l'élève à un enseignement religieux capable d'ouvrir ses horizons intellectuels, dans un esprit de tolérance et de dialogue interculturel et interreligieux. Il faudrait savoir faire de la religion un moyen de rapprochement entre les élèves afin de faciliter leur intégration dans l'école et dans la société.

Il faudrait savoir faire de l'enseignement de la religion un moyen de rapprochement entre les élèves afin de faciliter leur intégration

Contrôle des armes à feu



On évalue à environ six millions le nombre d'armes à feu entre les mains des Canadiens.

Une ingérence dans la vie privée des gens

GAËTAN COLLARD

Le projet de contrôle des armes à feu du ministre fédéral Allan Rock dépasse de beaucoup l'unique sujet des armes à feu: il s'ingère dans la vie privée des individus et laisse entendre que tous les propriétaires d'armes à feu sont des suspects potentiels d'actes criminels. Il aura pour effet de désarmer la population en laissant aux criminels une totale liberté d'action sachant que les citoyens honnêtes ne devraient pas avoir d'arme prête pour réagir et se défendre. Cette situation pourra être terrible notamment dans les campagnes où les services de police ne sont pas toujours réputés pour leur rapidité d'intervention. Et si, par crainte, une personne gardait une arme à feu pour se défendre, elle serait coupable d'un crime même si le vrai criminel, qui l'aurait attaquée, pourrait s'en sortir.

Lorsque l'on regarde cette notion de contrôle des armes à feu, on ne peut faire autrement que de se rappeler que les régimes autoritaires et les dictatures ont fait le contrôle des armes. En France, à une certaine époque, les monarques gardaient les armes au château et les remettaient entre les mains de la population lors d'attaques d'ennemis. Ils ont ainsi consolidé et maintenu leur pouvoir... Est-ce le modèle que votre gouvernement souhaite voir un jour s'installer au pays? Il y a dans cette action la mise en place d'éléments qui pourraient être utilisés contre la démocratie.

Les coûts de cette opération frisent le scandale. Les commentateurs évaluent à environ six millions le nombre d'armes à feu entre les mains des Canadiens et qu'il en coûterait plus de 100 \$ par arme à feu pour mettre en place ce système de contrôle sans tenir compte des inspections qu'il suppose pour en vérifier l'application. Il me semble compréhensible que les Canadiens perdent confiance en leurs représentants lorsque ceux-ci menacent de couper les programmes sociaux, mais détoisent en même temps des centaines de millions de dollars sur ce sujet. Quelles sont les garanties des résultats visés lorsque l'on sait ce qui s'est passé avec les armes à Oka et sur les autres territoires autochtones, ainsi que la circulation actuelle d'armes déjà prohibées dans le milieu criminel?

L'intolérance de Lépine à l'École polytechnique a fait l'horreur du monde entier. Ce terrible massacre a été utilisé à des fins de propagande dont les conséquences entraînent encore plus d'intolérance dans notre société sans s'attaquer aux sources du mal. Il est effrayant de voir comment un tel malheur aboutit à un tel résultat.

J'espère qu'avant qu'il ne soit trop tard, on reverra ce dossier sous l'angle des dangers et des effets négatifs d'un tel contrôle des armes à feu.

L'étude Monière et la SRC: de sérieuses réserves

LISE CHARTIER

Présidente
Caisse, Chartier
Recherches en communications
de masse

En voulant «dépasser les jugements impressionnistes», Denis Monière flirte avec le jugement téméraire car la présomption de partialité de la SRC qui se dégage du titre de l'article et des résultats de son analyse de presse (*Le Devoir*, 11 février 1995) s'appuie essentiellement sur des données provenant d'une analyse «dont la méthode est fondée sur des critères empiriques», comme il le précise lui-même.

Trois éléments de la méthodologie d'analyse méritent un examen sérieux afin, comme l'écrit M. Monière, «d'avoir une évaluation plus rigoureuse du comportement des médias». Nous examinerons les points suivants: le choix du corpus, la méthode comptable et l'indicateur du niveau d'activité.

Le corpus

M. Monière précise que son groupe a enregistré CBFT de 18h à 24h, du 9 septembre au 25 octobre 1992, et qu'il a analysé les bulletins d'information diffusés en début et en fin de soirée.

Ce corpus d'analyse invite à se poser de sérieuses questions quant au jugement à porter sur l'ensemble de la société Radio-Canada pour deux raisons: premièrement, les bulletins de 18h varient selon les régions et s'adressent à des auditoires régionaux, alors que ceux de fin de soirée sont diffusés sur le réseau; deuxièmement, l'assemblage des nouvelles de 18h est le résultat d'une décision régionale.

Caisse, Chartier, depuis deux décennies, effectue l'écoute et le catalogue des bulletins de nouvelles de 18h télédiffusés dans l'ensemble du Canada par une soixantaine de stations, dont les stations satellites de la SRC sises à Québec, sur la Côte-Nord, dans l'Abitibi, la Mauricie, l'Estrie, l'Outaouais, en Ontario, dans les Maritimes ainsi que dans l'Ouest. Or, force est de constater que, pour chacune des villes où Radio-Canada maintient un service régional, le contenu et l'ordonnance des nouvelles de ses journaux télévisés procèdent de la nature locale de l'information, sauf pour le segment du réseau principal (*feed réseau*), généralement préparé à Montréal, mais qui n'est pas nécessairement identique à celui de CBFT-Montréal, ni diffusé à la même heure, ni dans le même ordre.

Par conséquent, l'ordre hiérarchique des nouvelles de 18h nous apparaît être le résultat d'une décision de la salle de nouvelles régionale. Il faut avoir écouté individuellement chaque station de la SRC à 18h pour se rendre compte de leurs différences.

Les stations affiliées à Radio-Canada diffusent à 18h un bulletin de nouvelles qui varie d'une région à l'autre, qui est parsemé de messages publicitaires à la fois locaux et natio-

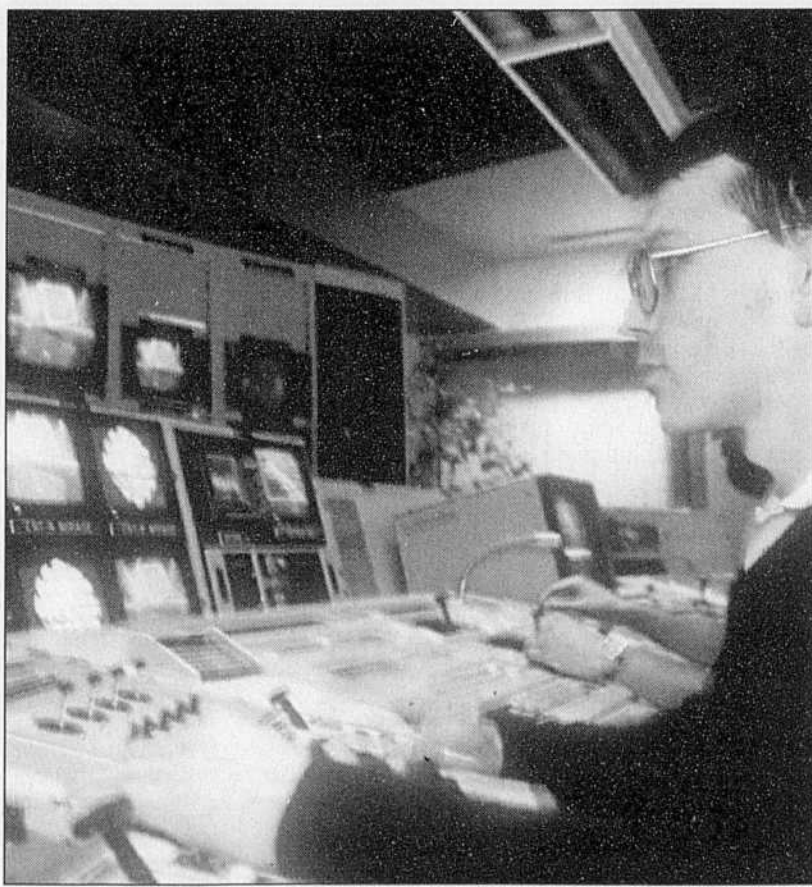


PHOTO ARCHIVES

De récentes statistiques, provenant des États-Unis, révèlent la tendance actuelle des télévisions à n'utiliser que des extraits d'environ neuf secondes pour illustrer leurs nouvelles.

naux et dont l'ordre de présentation est le résultat de variables locales. Par exemple, il est courant mais pas une règle qu'à 18h CBVT, à Québec, utilise un reportage fourni par le réseau, précédé d'une introduction préparée localement à Québec. Le reportage pourra être rediffusé au *Téléjournal* de 22h avec une introduction différente lue par Bernard Derome. CBOFT, à Ottawa, pour sa part, pourra utiliser à la même heure un reportage préparé sur la colline parlementaire, assez souvent avec le même reporter, mais comportant plus d'éléments à connotations locales. Si de nouvelles informations s'ajoutent en cours de soirée, il arrivera que le reportage de CBOFT soit enrichi et repris sur le réseau à 22h.

On peut se questionner sur le corpus et sur la valeur attribuée à la position des nouvelles en regard du jugement qui se dégage à propos de la partialité de la société Radio-Canada.

La méthode comptable

L'expérience dans la transcription des bulletins de nouvelles que nous avons acquise depuis 1971 est également portuse d'interrogations sur le choix de la méthode comptable: mots bien prononcés, mots mangés, mots perdus dans un bruit de foule, mots complètement effacés par l'impact de l'image qu'on nous montre et par l'idée émise qui sera le seul élément retenu par le téléspectateur. C'est d'ailleurs la raison d'être de nos services, fournir des extraits d'émissions de nouvelles à nos abonnés pour qu'ils prennent connaissance des idées émises.

La notion du nombre de mots ou de l'espace lexical dont parle M. Monière est un dérivé comptable d'un

concept d'analyse privilégié par les chercheurs américains à la fin des années 70. À cette époque, on comptait avec acharnement le nombre de lignes dans les journaux et le nombre de minutes et de secondes à la radio et à la télévision pour évaluer les nouvelles et dégager des tendances. Personne ne semble encore s'être démarqué en établissant des relations crédibles entre ces calculs comptables et leurs conséquences sur la suite des événements.

Le débit des personnes interviewées, leur facilité ou difficulté à exprimer une idée, le vocabulaire et la langue utilisés ainsi que le choix de sujets dans les nouvelles du jour sont autant de facteurs qui influent sur l'utilisation ou non d'entrevues et sur leur durée.

De récentes statistiques, provenant des États-Unis, révélaient la tendance actuelle des télévisions à n'utiliser que des extraits d'environ neuf secondes pour illustrer leurs nouvelles.

La transcription d'un document sonore d'égale durée comporte plus de mots en langue anglaise qu'en langue française, comme vous le diront les spécialistes. En utilisant l'espace lexical des locuteurs, comme le fait M. Monière, on peut tirer des conclusions bien discutables sur les diffuseurs en comparant des bulletins de nouvelles dans ces deux langues autant que des insertions dans l'autre langue, comme cela arrive fréquemment quant les locuteurs sont unilingues.

À plusieurs reprises, des chercheurs et étudiants ont fait appel à nos services pour recueillir des corpus d'analyse et ils se sont littérale-

ment butés à un mur en ne retenant que le concept comptable. Quelle valeur peut-on vraiment attribuer au nombre de fois qu'un mot est prononcé ou qu'une personne s'exprime si ce mot l'est dans un contexte négatif ou si la citation utilisée transmet une idée défavorable?

Après avoir réalisé au-delà de 200 analyses de contenu de couvertures de presse sur des sujets traitant aussi bien d'agriculture, de politique internationale, d'énergie, de conflits de travail, etc., nous avons pu observer que les interventions de locuteurs ne dégagent pas toujours l'effet escompté, quelle que soit la durée de leur intervention. Même quand un peloton de communicateurs prépare les porte-parole à rencontrer la presse, les segments ne correspondent pas toujours au message visé.

Combien de fois avons-nous constaté que le message transmis à la presse devient tout autre lors de sa diffusion sur les ondes?

Peut-on en conclure que le relevé des interventions et de l'espace lexical est un indice d'évaluation suffisant quand on sait que les reportages et introductions rapportent également les propos de ces mêmes locuteurs et en enrobent les extraits choisis?

Le niveau d'activités évalué à l'aune du nombre de communiqués

Tout communicateur chevronné sait que le communiqué de presse n'est qu'une infime partie d'une activité de communication.

Les communiqués de presse représentent un moyen économique et rapide de médiatiser un événement. Submergés, les journalistes, réalisateurs et «affectateurs» en rejettent, chaque jour, d'embles des quantités industrielles sans les consulter et se tournent vers d'autres activités de communication, dont les points de presse.

La crédibilité des communiqués, et par voie de conséquence leur utilisation, est tributaire de leur source autant que de leur fréquence. En 1993, les communicateurs gouvernementaux du Québec ont déclaré que leurs communiqués ne soient pratiquement plus utilisés par les médias parce que trop souvent considérés comme des instruments de «propagande» (cf. Forum des communicateurs gouvernementaux, Québec, 1993) et à la fois reconnu que le nombre de communiqués émis dépassait la capacité de traitement des médias. Les relationnistes généralistes, par ailleurs, en arrivent au même constat.

Il apparaît donc que l'indicateur du niveau d'activité utilisé par M. Monière en est un à la fois minimal et superficiel.

L'équité et la parité

Alors que M. Monière mentionne la règle de l'équité dans l'information et de parité dans la couverture, il nous apparaît essentiel d'établir des critères d'évaluation très rigoureux avant de rendre un jugement. Des critères empiriques ne peuvent qu'amener des conclusions «impressionnistes».

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Konrad Yakabuski; Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette (livres), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Benoit Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dutriscac, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (cartooniste); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Denise Babin, Marie-Claude Petit (commis); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Serge LaPlante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice), Yves Williams (superviseur, Aris public et annonces classées), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane LeGault, Manon Melançon, Suzanne Miscovic, Micheline Ruellan, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Michele Bouchard (secrétaire). L'ADMINISTRATION Henry Riedl, c.m.a. (contrôleur), Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (adjointe à l'administration). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Johanne Brien (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachel LeClerc-Venne. LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Guy-Renaud Kirouac (directeur), Chrystian Guy (superviseur à la promotion des abonnements). LA PRODUCTION Marie-France Turgeon (directrice de la production), Jean Lemay (directeur adjoint, production et informatique), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard DesCormiers, Caroline des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christiane Vaillant, Christian Vieux, Olivier Zaida. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

ACTUALITÉS

Comment Lucien Bouchard s'est accroché à la vie

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Les larmes aux yeux, l'homme politique le plus populaire au Québec, Lucien Bouchard, raconte que c'est en pensant à sa femme Audrey et à ses enfants qu'il s'est accroché à la vie, il y a deux mois et demi, quand les médecins lui ont amputé la jambe.

Encore aujourd'hui, dit-il humblement, «je n'aime pas qu'on m'en parle. Perdre son intégrité physique, c'est quelque chose qu'on ne peut comprendre à moins de l'avoir vécu.»

«Ça fait basculer une vie. J'ai peine à en parler», relate-t-il, retenant manifestement ses larmes, dans une entrevue qu'il accordait hier soir à l'émission *Le Point*, de Radio-Canada.

C'est avec émotion qu'il s'est rappelé les trois journées d'horreur, au début décembre, qui ont failli lui coûter la vie. «Sur le moment, on ne réalise pas.»

Avec six anesthésies en quatre jours, il se rappelle d'un bref moment de lucidité, avec son épouse Audrey à ses côtés et une équipe de médecins. L'un d'entre eux l'a informé du fait qu'ils allaient l'amputer à la jambe et que cela ne suffirait peut-être pas. «J'étais sonné comme un boxeur. Pour la première fois de ma vie, je me suis trou-

vé dans une situation entre la vie et la mort.»

Un médecin a confié à son épouse que seul un miracle pourrait la sauver. Mais elle croyait au miracle.

Lui-même lui attribue, à elle et à ses deux enfants de 3 et 5 ans, son courage, sa volonté de s'en sortir et sa capacité de guérir si vite.

Avec l'expérience éprouvante qu'il a traversée, Lucien Bouchard avoue qu'il a redécouvert une certaine spiritualité et renoué avec la prière.

Un drame comme celui-là, quand on réussit à passer au travers, fait réaliser tout ce qu'on n'a pas fait, «les amitiés qu'on n'a pas cultivées, les livres qu'on n'a pas lus», les montagnes de Charlevoix qu'on ne pourra plus escalader avec les amis.

Et Lucien Bouchard en a tiré une leçon: «L'idée de ne pas perdre son temps à rien de factice, rien de superficiel.»

Qu'on ait fait de lui un messie «me touche et m'effraie un peu», confie-t-il. «Je sais que je ne suis pas un héros. Je suis un homme comme un autre. Je vais aller au bout de mon possible. Il y a une limite à ce qu'un homme ou une femme politique peut faire.»

L'important, c'est de se donner un objectif, d'être prêt à courir des risques, lance l'homme et le politicien à la fois.

BOUCHARD Doutes

SUITE DE LA PAGE 1

sonne n'a fixé la date du référendum.»

Pourtant la promesse péquiste est de tenir un référendum «en 1995», lui a fait remarquer l'animateur de la SRC. «En 1995, ça nous laisse encore dix mois», a répliqué M. Bouchard.

Ces déclarations de M. Bouchard font suite à des doutes similaires exprimés par Jacques Parizeau au sujet de la question référendaire, vendredi dernier. «Il y a manifestement un os avec cette question», a alors déclaré le premier ministre.

Hier et avant-hier, les têtes d'affiches du cabinet péquiste et d'autres leaders politiques ont d'ailleurs ouvertement appuyé cette possibilité de modifier la question qui sera éventuellement soumise aux citoyens afin de définir «un projet rassembleur», une «troisième voie qui suscite le consensus».

«Moi, je souhaite comme tout le monde la question la plus rassembleuse possible», a ainsi affirmé samedi le vice-premier ministre Bernard Landry, dans une entrevue diffusée également à la télé de la SRC. «Or, les gens qui, comme nous, recherchent la souveraineté du Québec, comme les gens de l'Action démocratique, l'ont dit formellement. Ils ont fait une proposition de question à trois volets. Le moins qu'on puisse faire c'est de la regarder.»

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a en effet dévoilé ce week-end une proposition de question référendaire à trois volets dans le but de «rassembler le plus de Québécois possible au sein de la même option politique».

M. Dumont suggère d'abord de demander si les Québécois sont d'accord avec la souveraineté. Il veut ensuite poser une question sur la possibilité qu'un Québec souverain instaure «une union économique et politique avec le Canada». La dernière question proposée par le chef de l'ADQ porterait sur le maintien du *statu quo*.

«Quoi qu'en disent certains, les derniers jours nous ont démontré que de plus en plus de gens, tant au sein du PQ qu'au sein de la population, souhaitent une question à laquelle pourra s'identifier une plus grande partie de la population», a écrit M. Dumont dans un communiqué émis ce week-end de son fiid de Rivière-du-Loup. Il y participait aux audiences de la Commission du Bas-Saint-

Laurent sur l'avenir du Québec.

Il faut «trouver la proposition qui rallierait autour de 70 % de la population», a-t-il aussi soutenu en entrevue, samedi.

Hier, Pauline Marois, présidente du Conseil du Trésor du Québec, répétait pour sa part que le gouvernement allait «mettre tout ce qui est possible (...) pour obtenir un OUI». Son collègue du cabinet, le ministre Jean Garon, insistait particulièrement sur le besoin d'en arriver à une question qui soit «claire et sans équivoque».

De son côté, la ministre Louise Harel s'est déclarée favorable à une question à deux volets, opposant la situation constitutionnelle actuelle à la souveraineté. Le premier volet demanderait si les Québécois sont en faveur de la constitution rapatriée en 1982. Le second leur demanderait s'ils veulent «faire la souveraineté».

Mme Harel a cependant précisé hier qu'elle voulait d'abord que les Commissions régionales sur l'avenir du Québec terminent l'examen de l'avant-projet de Loi sur la souveraineté. «On verra ensuite au Parlement», a-t-elle dit.

La bloquiste Francine Lalonde, députée de Mercier, abonde dans ce sens. Elle favorise également une reformulation de la question et elle préfère aussi attendre le dépôt des rapports qui émaneront des Commissions avant de redéfinir l'enjeu du prochain référendum.

Hier encore, au Forum régional de Montréal, réunis au collège André-Grasset, quelques intervenants ont discuté de cette possibilité de revoir la formulation de la question. «L'important c'est de ne pas s'affaiblir», notait un citoyen de Verdun, qui se définissait comme «un indépendantiste, mais pas fou pour autant». «Il faut qu'on le fasse ce maudit référendum, mais il faut surtout qu'on le gagne.»

Par ailleurs, malgré le sondage hostile à l'option souverainiste, le président de la CSN, Gérard Larose, croit que la partie est loin d'être perdue.

M. Larose, qui préside le congrès spécial de la CSN, à Montréal, croit qu'un référendum sur la souveraineté dès l'été prochain demeure possible, mais qu'il devrait être reporté si le gouvernement péquiste a la certitude de le perdre.

Le plus récent sondage indiquait cette semaine que 60 % des Québécois voteraient NON à la question telle que formulée dans l'avant-projet de loi sur la souveraineté.

TSAR Jusqu'au bout

SUITE DE LA PAGE 1

bliques avant les célébrations du 850e anniversaire de la ville en 1997, une première depuis leur construction qui remonte à 1934.

La Ville a aussi débouqué 300 millions \$ pour la reconstruction d'une grande cathédrale détruite sous Staline. L'administration municipale a entrepris le projet grandiose de construire un immense centre commercial sous la place du Manège, à deux pas du Kremlin, lieu jadis des grandes manifestations de l'opposition.

Pour sauver les apparences, les sans-abri sont chassés des gares et des endroits publics. Pour lutter contre la criminalité, dit-il, le maire a instauré un ensemble de règlements permettant de déporter ou tout au moins d'empêcher les résidents des régions en particulier les Tchétchènes et les autres habitants du Caucase, les «Noirs», de s'installer dans sa ville.

M. Loujkov possède une rare qualité en Russie, il va jusqu'au bout de ce qu'il a commencé. Autocrate, il gère toujours sa ville à la soviétique, ce qui lui attire les foudres des jeunes réformistes ambitieux. Il s'en fout. Il est le Tsar incontesté et son autorité dépasse les limites de Moscou. Le conseil de ville, ici, n'a qu'un pouvoir symbolique.

Il a toujours refusé le programme de privatisation du gouvernement russe malgré toutes les menaces faites par le vice-premier ministre. Après une longue bataille entre le maire et le jeune coq, le président Eltsine est intervenu prenant la défense de son ami Loujkov et a ordonné de «laisser Moscou tranquille!» Depuis, la capitale russe n'en fait qu'à sa tête.

Le gouvernement de Moscou, son maire le premier, a donc le contrôle de tout l'immobilier, de la distribution des produits alimentaires de base et de l'essence.

Cette situation de monopole fait de Moscou l'une des villes les plus chères au monde et les plus corrompues.

Une corruption qui s'étend de l'agent de la circulation aux plus hauts fonctionnaires. Des hommes d'affaires étrangers avouent même qu'ils ont un budget réservé spécifiquement pour «graisser la patte» des fonctionnaires municipaux. Ici, un contrat nécessite souvent la signature de 60 personnes pour être approuvé, ainsi la facture monte vite.

Quand le nouveau propriétaire refuse de se plier aux volontés de l'administration locale, elle sévit. Dernièrement, un des partenaires étrangers du Radisson Slayvanskya, un hôtel de luxe, accusait la ville de Moscou de vouloir «renationaliser» l'endroit, en d'autres mots, exproprier sa compagnie.

À la question d'un journaliste qui voulait confirmer l'existence de pots-de-vin chez les fonctionnaires de la ville, le maire a répondu d'un trait: «absurde!» L'affaire était close.

Pourtant, la presse russe et étrangère montrent que le maire profite, lui aussi, grassement de son poste.

Selon des députés de l'ex-Mossoviet (le conseil municipal), entre 1991 et 1992, lorsque l'Union soviétique était en plein effondrement, M. Loujkov qui était maire-adjoint a tiré profit de cette période de confusion et aurait fait un

gros coup d'argent en devenant propriétaire d'une compagnie privée et de plusieurs immeubles de valeur. Tout cela de concert avec le maire de l'époque, Gavril Popov. L'espace de ces édifices a rapidement été loué à gros prix à des compagnies en moyens, surtout étrangers.

Depuis, Youri Loujkov est devenu maire par intérim après la démission de Gavril Popov. Il n'y a pas eu d'élections depuis. Elles sont prévues pour juin 1996 en même temps que les élections présidentielles et M. Loujkov, malgré les scandales publiés dans les journaux, est l'homme le plus populaire de Moscou avant Boris Eltsine.

La presse s'acharne donc en vain sur le maire. M. Loujkov s'en moque. Il a poursuivi en diffamation huit individus et il a gagné toutes ses causes. Il a même obtenu des compensations en dommages dans certains cas, entre autres, contre Mikhaïl Gorbatchev qui a soutenu dans une entrevue télévisée que les hauts fonctionnaires de la ville de Moscou détournaient des fonds afin de se construire des «datchas», des maisons de campagne.

Le maire Loujkov semble plus en plus intouchable. Il cultive ses bonnes relations. D'abord, c'était avec le président Boris Eltsine qui habite le même immeuble que lui. Youri Loujkov a toujours appuyé le président russe. En août 91, il était l'un des premiers à ses côtés. En octobre 93, il contribuait à la victoire du gouvernement russe en coupant l'eau, l'électricité et le téléphone aux parlementaires rebelles.

Aujourd'hui, monsieur le maire a de bons amis parmi les nouveaux riches moscovites, en particulier, le président du puissant Most Group, le mystérieux Vladimir Gousinski.

Le maire Loujkov a grandement aidé M. Gousinski à devenir riche. La ville a transféré les comptes de ses départements les plus importants donc ceux de la police et de la construction chez Mostbank.

Le siège social du groupe Most se trouve aussi dans l'immeuble de la mairie ce qui ajoute aux bonnes relations.

Maintenant, Vladimir Gousinski est à la tête d'un empire et d'une armée de plus d'un millier «d'agents de sécurité». Son holding est propriétaire d'une télévision NTV, d'une radio, *Echo Moskva*, et d'un journal, *Cevgnia*, tous les trois très influents et tous les trois pro-Loujkov.

En décembre, des soldats de la garde du président Eltsine sont entrés en coup de vent dans le bureau de la Mostbank, saisissant des documents et bousculant le personnel. L'événement étrange a été interprété comme une façon de dire à M. Gousinski: «Tiens-toi loin de la politique sinon...». Maintenant, le président de Mostgroup soutient qu'il a peur de mettre les pieds dans la capitale russe.

Depuis, le maire Loujkov a pris ses distances de M. Gousinski pour sauver les apparences. Mais l'alliance demeure; Most a toujours ses bureaux à la mairie et la ville de Moscou tient toujours ses comptes importants à la Mostbank. Et M. Loujkov, fort de ses appuis financiers, demeure toujours l'un des favoris pour remplacer celui qui était lui aussi jadis «Tsar» de Moscou, Boris Eltsine.

PAIX Regagner Tunis?

SUITE DE LA PAGE 1

de Jenine, ce que l'OLP a refusé.

«Les Israéliens doivent savoir que nous sommes responsables de leur sécurité et que sans de bonnes relations avec les Palestiniens elle ne sera pas assurée», a affirmé M. Sourani, faisant allusion à la fin de la lutte armée décrétée par M. Arafat en septembre 1993, après la signature de l'accord d'autonomie avec Israël.

«Israël peut assurer sa sécurité extérieure avec son armée mais à l'intérieur, c'est nous qui en sommes responsables. S'il n'y a pas de solution, tout sera bouleversé. Ni l'Europe et ni les États-Unis ne seront épargnés», a-t-il averti.

Le représentant palestinien auprès de la Ligue arabe Mohamed Sobehi, a affirmé de son côté hier à l'AFP que M. Arafat «doit envisager de regagner Tunis (ancien quartier général de l'OLP) à la suite du refus d'Israël d'appliquer l'accord qu'il a signé sur l'autonomie». «Il y a eu une déviation de la Conférence de Madrid et des accords (israélo-palestiniens sur l'autonomie) d'Oslo qui pourtant nous étaient déjà défavorables et qui ont reporté la solution de la cause palestinienne», a souligné M. Sourani.

Le «Conseil des ministres» de l'Autorité palestinienne avait appelé samedi à une «réunion urgente» du CEOLP pour faire face aux développements «inquiétants» des négociations avec Israël.

Présidé par M. Arafat, le CEOLP, l'instance exécutive suprême des Palestiniens, est formé de 18 membres, des représentants des formations palestiniennes et des indépendants. Cependant, le représentant de l'OLP au Liban Chafic al-Hout et le poète Mahmoud Darwish ont démissionné et quatre autres ont suspendu leur participation.

Par ailleurs, cent soixante-dix-neuf personnalités palestiniennes, dont une soixantaine de membres du Conseil national (Parlement en exil), ont dénoncé hier la politique de répression menée selon eux par le chef de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat à Gaza et la création d'un tribunal d'exception.

Dans un communiqué reçu par l'AFP à Amman (Jordanie), ces personnalités ont condamné la récente campagne d'arrestations ordonnée par M. Arafat dans la bande de Gaza parmi les membres du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), du Jihad islamique et du Hamas, trois formations hostiles au processus de paix. Ils ont comparé les «méthodes de la police palestinienne» qui opère selon eux «avec brutalité, en pleine nuit et sans restrictions légales ou morales», à «celles des forces de l'occupation israéliennes».

Parmi les signataires du communiqué figurent le chef du FDLP Nayef Hawatmeh et du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) Georges Habache, ainsi que M. Chafic al-Hout, représentant de l'OLP au Liban et membre démissionnaire du comité exécutif de l'OLP.

Pour sa part, Yasser Arafat a lancé hier soir un appel à la communauté internationale pour sauver le processus de paix au Proche-Orient. «J'appelle la France, l'Union européenne, les États-Unis, la Russie, l'Égypte, la Norvège pour qu'ils donnent un nouvel élan au processus de paix», a-t-il dit au cours d'une interview en direct à la chaîne de télévision française TF1.

M. Arafat est depuis samedi à Paris pour participer notamment à un colloque sur l'avenir de la paix au Proche-Orient.

Le chef de l'OLP a réaffirmé qu'il était «totalement engagé en faveur du processus de paix. C'est un choix stratégique». «Ce qui nous rend amers, a-t-il ajouté, c'est le blocage de tout ce qui a été prévu à Washington [lancement du processus de paix] comme au Caire [confirmation de ce processus], comme la tenue d'élections palestiniennes, le recouvrement de la souveraineté, la question de Gaza, et l'arrêt des implantations juives.»

Répliquant aux accusations de M. Arafat, Yitzhak Rabin a déclaré hier qu'Israël était prêt à accorder l'autonomie à l'ensemble de la Cisjordanie si le chef de l'OLP faisait preuve de coopération contre les extrémistes palestiniens.

«Il n'y a pas d'obstacle politique à l'application de tout ce à quoi nous nous sommes engagés avec les Palestiniens. L'obstacle, c'est le terrorisme», a dit le premier ministre lors d'une liaison par satellite entre Israël et le siège parisien de l'UNESCO, où se tenait un colloque sur la paix en Méditerranée.

«Nous ne cherchons pas à annexer deux millions de Palestiniens qui habitent les territoires [occupés]. Nous sommes prêts à établir en Cisjordanie [l'Autorité palestinienne] déjà installée à Gaza et à Jéricho», a assuré M. Rabin.

D'autre part, Israël a fait un geste hier pour relancer le processus de paix en autorisant 900 Palestiniens de la bande de Gaza à se rendre à leur travail en Israël. Neuf cents ouvriers ont profité de la décision israélienne d'assouplir le blocage de Gaza et de Cisjordanie imposé le 22 janvier à la suite de l'attentat de Netanya qui avait fait 21 morts en Israël.

Le premier ministre israélien a accepté récemment, lors d'une rencontre avec le chef de l'OLP Yasser Arafat, d'assouplir la mesure frappant la bande de Gaza ainsi que la Cisjordanie occupée.

Dix mille Palestiniens de Gaza et 5000 de Cisjordanie profiteront de cette nouvelle mesure d'ici la fin de la semaine. Mais ces 15 000 personnes représentent seulement un quart des 60 000 Palestiniens réduits au chômage par le blocage des territoires. De plus, les délais pour obtenir l'autorisation de se rendre en Israël sont longs.

«Il nous faut malheureusement repartir à zéro chaque fois qu'il se passe quelque chose», a expliqué Freij el-Khair, le Palestinien chargé de négocier avec Israël pour ce qui a trait aux populations civiles de Gaza.

Lors d'un entretien avec Shimon Peres, samedi soir à Paris, le président de l'OLP Yasser Arafat a déploré que l'État hébreu inflige une punition collective aux Palestiniens qui travaillent en Israël. Le chef de la diplomatie israélienne lui a répondu que le processus de paix ne serait accéléré que si l'Autorité palestinienne prouvait clairement et concrètement sa volonté de lutter contre les extrémistes.

Sous la pression israélienne, la police palestinienne a arrêté plus de 15 militants intégristes au cours des dernières semaines, dit-on de source proche du Hamas.

(Voir aussi : Israël pilonne les islamistes dans le sud du Liban, en page A 5)

LANGUES Sombres perspectives

SUITE DE LA PAGE 1

pel urgent en faveur de la préservation d'idiomes rares qu'ils préféreraient voir survivre comme deuxième ou troisième langue, plutôt qu'être absorbés par l'anglais — et dans une moindre mesure, par l'espagnol ou l'arabe.

Selon M. Krauss, spécialiste des dialectes d'Alaska, les humains des temps préhistoriques parlaient probablement entre 10 000 et 15 000

«langues». Ce chiffre est aujourd'hui tombé à 6000, et 20 à 50 % de ces langues ne sont même plus apprises par les nouvelles générations.

Pour exister, une langue doit être parlée par cinq mille à dix mille personnes. A en croire M. Krauss, seules celles parlées par plus d'un million de personnes peuvent envisager l'avenir avec optimisme. Six cents d'entre elles environ sont assurées d'être toujours vivantes en l'an 2100.

En revanche, un grand nombre de «petites langues», localisées principalement dans les régions tropicales du globe, notamment en Afrique et en Indonésie, sont menacées de disparition. Étonnamment, il en va de même aux États-Unis, et particulièrement en Californie, considérée, en matière de diversité linguistique, comme la troisième région du monde après la Nouvelle-Guinée et le Caucase.

D'après une linguiste à l'Universi-

té de Californie à Berkeley, Leanne Hinton, l'Amérique du Nord compte actuellement entre 20 et 250 langues d'origine, dont une cinquantaine sont parlées en Californie.

Toutes les langues indiennes de Californie sont aujourd'hui en danger de mort, aucune ou presque n'étant transmise efficacement aux enfants ou encore utilisée à des fins commerciales. Au total, une vingtaine ont déjà disparu au cours du XXe siècle. La dernière extinction remonte au mois dernier, quand est morte la dernière personne parlant le Pomo du Nord.

«En dépit des efforts des militants pour leur survie, les perspectives sont assez sombres pour ces langues peu parlées, a reconnu Mme Hinton. Aucune d'entre elles ne peut espérer demeurer une première langue. Mais ceux qui luttent pour les garder vivantes sont déterminés à les faire perdurer comme deuxième langues.»

donnez
sang
risqueLa Société canadienne de la Croix-Rouge
Services transfusionnels

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / Télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS

Les numéros de téléphone suivants
sont valables pour le service
de livraison par camelot et
pour les abonnements postaux.DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / Télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559